

RAPPORT MONDIAL DE LA CULTURE DE LA PAIX

Rapport de la société civile à mi-parcours de la Décennie de la Culture de Paix
en vertu de l'invitation du paragraphe opératif 10 de la Résolution A/59/143 de l'Assemblée Générale



avec l'appui de:



Generalitat de Catalunya
Gouvernement catalan
Ministère des relations institutionnelles
et de la participation
**Programme pour l'Institut international
de la paix**

Le rapport a été coordonné et rédigé par:

David Adams
Bureau de la Decennie de la Fondation Culture de Paix
PO Box 2305, Branford CT 06405, USA
Téléphone/Fax: +1-203-481-2027
Courrier électronique: decade@decade-culture-of-peace.org
Site internet: www.decade-culture-of-peace.org

Cette édition a été réalisé sous la direction de:

Manuel Manonelles
Directeur
Bureau de Barcelone de la Fondation Culture de Paix
c./ Jordi Girona 29 · Nexus II · E-08034 Barcelona
Téléphone: (+34) 93 413 77 78 · Fax: (+34) 93 413 77 80
Courrier électronique: barcelona@fund-culturadepaz.org
Site internet: www.fund-culturadepaz.org

Avec la collaboration de Eulàlia d'Ortadó et Alba Mengual

Avec l'appui de:



Traduction: Discobole
Imprimé à Barcelona par Copiespimpam.scp
Janvier 2006
Dépôt légal: B.7026.2006

Pour plus d'information sur la Fondation Culture de Paix:

www.fund-culturadepaz.org

Pour plus d'information sur le Programme pour l'Institut International de la Paix:

www.gencat.net/drep

RAPPORT MONDIAL DE LA CULTURE DE LA PAIX

Rapport de la société civile à mi-parcours de la Décennie de la Culture de Paix
en vertu de l'invitation du paragraphe opératif 10 de la Résolution A/59/143 de l'Assemblée Générale



avec l'appui de:



Generalitat de Catalunya
Gouvernement catalan
Ministère des relations institutionnelles
et de la participation
**Programme pour l'Institut international
de la paix**

INDEX

Préface de Federico Mayor,

Président de la Fondation Culture de Paix----- page 7

Introduction de David Adams,

Coordinateur du Rapport Mondial----- page 8

Rapport Mondial de la Culture de la Paix

Rapport de la société civile à mi-parcours de la Décennie,
en vertu de l'invitation du paragraphe opératif 10 de la
Résolution A/59/143 de l'Assemblée Générale-----

page 9

- Rapport de la société civile à mi-parcours de la Décennie de la promotion d'une culture de la paix
- Progrès et obstacles signalés par les organisations internationales
- Progrès et obstacles en Afrique
- Progrès et obstacles dans les États Arabes
- Progrès et obstacles en Amérique Latine
- Progrès et obstacles en Asie du Sud et de l'Ouest
- Progrès et obstacles en Asie de l'Est
- Progrès et obstacles en Europe
- Progrès et obstacles en Amérique du Nord
- Progrès et obstacles dans les Caraïbes
- Conseils au Secrétaire général et à l'Assemblée générale

Annexe I: Liste d'organisations

Organisations qui ont présenté information pour le Rapport de la Société Civile
sur une Culture de la Paix avant le 30 septembre 2005-----

page 23

Annexe II: Déclaration et Programme d'Action sur une Culture de la Paix

Résolution A/RES/53/243 adoptée par l'Assemblée Générale
le 6 octobre 1999-----

page 33

Annexe III: Résolution A/RES/59/143 adoptée par l'Assemblée Générale le 25 février 2005

Sur la Décennie internationale de la promotion d'une Culture de la Non-Violence
et de la Paix au profit des Enfants du Monde, 2001-2010-----

page 44

Préface



L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a proclamé la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde pour la période 2001-2010 dans sa résolution 53/25 du 10 novembre 1998. Elle a ensuite adopté en 1999 la Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix.

La Fondation Culture de la paix, créée en 2000, a pour objectif de contribuer à la construction et à la consolidation d'une culture de la paix par le biais de la réflexion, de la recherche, de l'éducation et de l'action sur le terrain. La Fondation a suivi activement la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action des Nations Unies, ainsi que les activités réalisées au cours de la Décennie internationale.

En vertu de la résolution 59/143 du 15 décembre 2004, la Fondation a élaboré le présent rapport mondial sur la culture de la paix et l'a présenté au secrétaire général des Nations Unies pour examen par l'Assemblée générale. Le présent rapport, élaboré par la société civile à mi-parcours de la Décennie de la culture de la paix, contient des informations recueillies et présentées par plus de 700 organisations du monde entier qui ont analysé les activités entreprises pour promouvoir une culture de la paix et de la non-violence, ainsi que les progrès réalisés pendant la première moitié de la Décennie internationale.

Le rapport fait également état des obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des valeurs contenues dans la Déclaration et le Programme d'action. L'Assemblée générale a réitéré aux États membres ses encouragements à donner un nouvel élan à leurs activités de promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au niveau national, régional et international, et à les élargir. Elle invite également la société civile à poursuivre ses efforts pour atteindre les objectifs de la Décennie, notamment par l'adoption d'un programme d'activités propre complétant les initiatives des États membres, des organisations du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales.

Tous ensemble, nous pourrons atteindre l'objectif de la Décennie internationale : renforcer encore davantage le mouvement mondial en faveur d'une culture de la paix!

Federico Mayor
Président
Fondation Culture de Paix

Introduction

L'année 2005 se situe à mi-parcours de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010), conformément à la proclamation de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Le présent rapport a été présenté au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être étudié lors de la 60e session de l'Assemblée générale, lorsque sera abordé le point de l'ordre du jour relatif aux cinq premières années de la Décennie pour une culture de la paix. Cette initiative répond à l'invitation formulée au paragraphe 10 de la résolution A/59/143 de l'Assemblée générale.

Le rapport est élaboré à partir d'informations présentées par 700 organisations provenant de toutes les régions du monde. Toutes les informations reçues permettent de conclure que la culture de la paix progresse.

Le rapport fournit le premier panorama exhaustif des progrès réalisés par le mouvement mondial pour une culture de la paix depuis sa proclamation en 1999 par l'Assemblée générale dans sa résolution A/53/243 (en annexe au présent rapport).

L'évaluation des progrès réalisés et des obstacles rencontrés sera tout d'abord résumée en introduction, et ensuite reprise par régions : organisations internationales, Afrique, États arabes, Amérique latine, Asie, Europe, Amérique du Nord et Caraïbes. Le rapport comprend également un résumé des conseils adressés à l'Organisation des Nations Unies par les organisations participantes ; ils portent sur les huit domaines du Programme d'action sur une culture de la paix, conformément à la résolution A/53/243 de l'Assemblée générale. Le rapport peut également être consulté sur le site Internet: www.decade-culture-of-peace.org.

Les informations recueillies montrent que des progrès ont été réalisés en matière de culture de la paix en dépit de l'absence quasi-totale de soutien de la part des médias. Il faut espérer que cette année marquera un tournant et que, dans la seconde moitié de la Décennie, nous pourrions faire en sorte que les informations concernant le mouvement mondial pour une culture de la paix soient prises en compte et diffusées par tous les médias.



David Adams
Coordinateur du rapport

Rapport de la société civile à mi-parcours de la Décennie de la promotion d'une Culture de la Paix

Le mouvement mondial pour une culture de la paix avance. Telle est la conclusion tirée par la plupart des organisations du monde entier, qui font état des progrès accomplis sur la voie d'une culture de la paix au cours des cinq premières années de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde. Le présent rapport contient plus de 3 000 pages d'informations, fournies par 700 organisations de plus de 100 pays différents; elles peuvent être consultées gratuitement sur <http://decade-culture-of-peace.org/cgi-bin/ib3/ikonboard.cgi>. Mais ces informations ne sont que la partie émergée de l'iceberg, étant donné que certaines organisations ont envoyé des données a posteriori et que beaucoup d'autres, œuvrant également en faveur d'une culture de la paix, n'ont pas été consultées ou n'ont pas répondu au questionnaire établi pour le présent rapport, comme l'indique la liste des nombreuses associations énumérées par les organisations participantes. Cependant, des milliers d'organisations ont répondu à l'appel pour l'association en faveur d'une culture de la paix lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution A/53/243 (B.A.6).



Groupe de travail du WRUNRN au Pakistan

Ces progrès sont particulièrement remarquables si l'on tient compte du fait que cinq années seulement ont passé depuis que l'Assemblée générale de l'ONU a lancé son premier appel à un mouvement mondial pour une culture de la paix dans sa résolution A/53/243. Il est aussi surprenant que, selon les rapports reçus du monde entier, les médias n'aient pas diffusé d'informations sur la culture de la paix dans les actualités, et que les Nations Unies et l'UNESCO, qui préside la Décennie, lui aient accordé très peu d'attention. Au Brésil, où quinze millions de personnes ont signé le Manifeste 2000, l'on reconnaît le bien-fondé de l'Année internationale de la culture de la paix, qui a permis de lancer le mouvement en 2000.

Les bons résultats indiqués par les rapports reflètent la définition d'une culture de la paix donnée par la résolution A/52/13 de l'Assemblée générale, qui a appelé dans un pre-

mier temps à "la transformation d'une culture de la guerre et de la violence en une culture de la paix et de la non-violence", qui consiste en "des valeurs, attitudes et comportements qui reflètent et inspirent une interaction sociale et un esprit de partage fondés sur les principes de liberté, de justice et de démocratie, sur tous les droits de l'homme et sur la tolérance et la solidarité, une culture qui rejette la violence et s'emploie à prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes pour résoudre les problèmes grâce au dialogue et à la négociation et qui garantit le plein exercice de tous les droits et les moyens de participer pleinement au processus de développement de la société." Ainsi, le Programme d'action sur une culture de la paix (A/52/243) approuvé par l'Assemblée générale en 1999 porte sur huit champs d'action: éducation à la paix; égalité entre les femmes et les hommes; participation démocratique; développement durable; droits de l'homme; compréhension, tolérance et solidarité; libre circulation de l'information et des connaissances; paix et sécurité internationales. Les organisations ayant participé au présent rapport expriment des recommandations à l'ONU dans tous ces domaines.



" Renforçons les communautés locales " - Eco-Cidadão, Brésil

Cette définition de la culture de la paix par l'Assemblée générale est plus positive que négative puisqu'elle va bien au-delà de l'ancienne définition de la paix comme absence de conflit armé. Cette notion n'est pas toujours facile à comprendre. Ainsi, par exemple, "au Japon, les gens ont tendance à croire que la paix est une situation sans guerre ni armes nucléaires, à cause de leur expérience durant la Seconde Guerre mondiale. L'éducation à la paix consiste donc à parler des armes nucléaires utilisées à Hiroshima et à Nagasaki, des attaques aériennes et des combats d'Okinawa... Nous avons passé beaucoup de temps à expliquer la différence entre la paix et une culture de la paix à des groupes ou des personnes qui faisaient des efforts pour la paix." Beaucoup d'autres organisations ont également souligné qu'il est important d'expliquer la notion de culture de la paix.

Même si les données les plus intéressantes des rapports sont résumées ici, les informations complètes, disponibles sur Internet, sont bien plus riches que n'importe quel résumé. Des centaines de photographies illustrent les activités mises en œuvre pour la culture de la paix et dressent un tableau complexe d'enfants, de femmes et d'hommes qui travaillent, jouent, s'amuse, manifestent, participent à des centaines d'activités pour défendre la vie, la coopération, la solidarité, l'espoir, l'engagement pour le changement et pour l'amélioration de leur vie et de celle d'autrui, une vision de la culture de la paix unique par sa dimension mondiale et globale.



Danses traditionnelles lors de la fête du quartier de Gramsh - Projet d'éducation au désarmement en Albanie

En général, on constate "une insuffisance et une difficulté d'accès aux ressources pour la promotion de la culture de la paix, par rapport aux énormes dépenses engagées pour la promotion de la guerre et de la violence", à l'exception peut-être des énormes ressources consacrées au tourisme qui, selon l'Institut international pour la paix par le tourisme, possède un potentiel important pour contribuer à la culture de la paix.

Les indicateurs qualitatifs de progrès utilisés dans ce rapport doivent être développés davantage comme des indicateurs quantitatifs pour une culture de la paix pendant la seconde moitié de la Décennie. Les indicateurs de paix et de sécurité internationales, de respect des droits de l'homme et de développement fournis par l'Escola de Cultura de Pau (École pour la culture de la paix), ainsi que les indicateurs de l'éducation à la paix figurant dans le pro-



Concern Universal - Colombie

gramme d'études pour la paix de la Clark University, constituent les points de départ.



Au Maroc, ENDA renforce les capacités de la société civile et des autorités locales pour développer le dialogue et la compréhension mutuelle

L'échange d'informations est essentiel pour le développement du mouvement mondial, comme l'a déclaré l'Assemblée générale dans sa résolution A/53/243, surtout au vu de l'incapacité des médias à transmettre les nouvelles sur la culture de la paix. Tous s'accordent sur la nécessité d'élargir considérablement les systèmes d'échange d'informations dans la seconde moitié de la Décennie.



Manifestation pour la paix du Peace Boat

D'importantes initiatives ont déjà été mises en marche, dont celles qui sont décrites dans les rapports de la Good News Agency, de la Transnational Foundation for Peace and Future Research, de la Peace Research Information Unit Bonn, de la Danish Peace Academy, d'Education for Peace Globalnet et de l'International Coalition for the Decade, ainsi que d'autres dans le domaine de la planification, comme la Signis Asia Assembly de Malaisie. L'art est mis à contribution sous toutes ses formes, comme le montrent ces quelques exemples : Agence internationale pour le développement d'actions par le hip-hop, Conseil international de la danse, International Forum for Literature and Culture of Peace, Jipa Moyo Comics, The Art Miles Mural Project. Deux autres sources d'information sur la culture de la paix sur Internet ont déjà bénéficié du soutien des résolutions de l'Assemblée générale: les pages CP du site de l'UNESCO et du Culture of Peace News Network.

Progrès et obstacles signalés par les organisations internationales

Extraits des rapports sur la culture de la paix présentés par quelques-unes des 117 ONG internationales (pour plus d'informations, consultez: <http://decade-culture-of-peace.org/cgi-bin/ib3/ikonboard.cgi>). Les organisations régionales sont reprises à part, dans leur région correspondante.

Hague Appeal for Peace: "Dans le cadre de l'effort de collaboration (1996-1999) pour réunir 10 000 personnes et organisations à La Haye, aux Pays-Bas [...], douze campagnes ont été lancées dans le monde entier pour encourager les alternatives non violentes à la guerre. L'Appel à la Paix de La Haye a approuvé la Campagne Mondiale pour l'Éducation à la Paix." "L'Appel à la paix de La Haye a rencontré des obstacles dans sa mission pour intégrer l'éducation à la paix dans l'enseignement officiel et non officiel dans le monde entier, notamment un manque de volonté politique et une limitation des ressources - disponibilité du corps enseignant, définition des programmes d'études dans les établissements scolaires, manque de personnel et de fonds, résistance des institutions de formation des enseignants face à un élargissement du champ de l'éducation."

International Baccalaureate Organization: "L'International Baccalaureate Organization se charge cette année de l'éducation de quelque 200 000 enfants dans 1 500 écoles réparties dans 117 pays, pour créer un monde sans violence et plein de compréhension, dans lequel les droits des enfants et des adultes seraient respectés. La hausse annuelle du nombre d'écoles IB et du nombre d'étudiants est de 15 %, ce qui montre que notre contribution a pris de l'ampleur à mesure qu'avancait la Décennie pour la paix." "Le principal obstacle [...] dans les pays en développement et les pays pauvres est le coût [...]."

International Federation of University Women: Les filiales nationales de la IFUW ont envoyé de nombreux rapports reflétant un progrès dans la mise en place d'une culture de la paix et de la non-violence. Ces rapports sont tous publiés sur le site du Rapport mondial (voir adresse Internet ci-dessus) sous la rubrique du pays en question ou sous la rubrique principale de la IFUW.

International Fellowship of Reconciliation: "Les gens prennent davantage conscience de la réalité de la violence entre hommes et femmes et du fait que la violence doit être combattue à tous les niveaux de la société, [particulièrement] la violence à l'encontre des femmes et des enfants. [...] L'influence des médias et surtout celle de la culture nord-américaine prédominante ont réaffirmé la violence comme une dimension intégrale de la résolution de conflits [...]. L'invasion de l'armée des États-Unis et de leurs alliés en Irak a constitué un revers important. [...]"

International Network of Engineers and Scientists for Global Responsibility: "Au cours des dernières années, les activités de l'INES se sont intensifiées [...]. L'INES a renforcé ses contacts avec des organisations internationales

comme la Middle Power Initiative et la World Federation of Scientific Workers. L'INES a participé aux forums sociaux européens de Paris et de Londres en organisant des ateliers et des séminaires en collaboration avec d'autres ONG. [...]"

International Peace Bureau: "Construction de la démocratie, participation des femmes (surtout le travail sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU), lutte contre la pauvreté, Tribunal pénal international, abolition des armes nucléaires, mines antipersonnel, petites armes, prévention des conflits, intervention non violente, respect des droits de l'homme, sécurité humaine et réforme de l'ONU. Dans la plupart de ces domaines, malgré un climat politique très peu favorable, nous avons observé des progrès significatifs au cours des cinq dernières années." "Les obstacles les plus graves pour la société civile sont liés : a) au manque de ressources, principalement économiques, et b) aux limites en termes de mobilité, comme le refus de visas pour des voyages importants et les restrictions des droits d'accès à l'ONU. [...]"

International Society of City and Regional Planners: "En tant qu'organisation non gouvernementale ayant pour objectif de réunir des professionnels dans le domaine de la planification lors de ses conférences annuelles, l'IsoCaRP considère qu'elle contribue à une culture de la paix, notamment par l'organisation d'Ateliers de jeunes professionnels (le quinzième a eu lieu en 2005), financés jusqu'à présent par l'UNESCO." "Cependant, du fait d'un changement de priorités, l'UNESCO a fait savoir à notre organisation qu'elle ne pourra plus financer ces ateliers en 2006."

Life-Link Friendship-Schools Programme: "Des progrès ont été observés depuis 2000 grâce à la mise au point d'une conception opérationnelle de la paix, "Prends soin de toi-même - Prends soin des autres - Prends soin de la nature", grâce à la distribution d'un manuel dans les écoles de 70 pays, et en invitant 400 établissements scolaires à mettre en œuvre plus de 2 000 actions de paix présentées sur le site Internet interactif de Life-Link. L'une de ces actions est intitulée "D'une culture de la violence à une culture de la paix et du respect". "L'un des obstacles rencontrés par les enseignants en contact avec le programme Life-Link est le manque de temps dans leurs horaires officiels de travail pour se consacrer au développement de l'éducation à la paix et aux programmes internationaux".

Pax Christi International: "Nous avons observé des progrès, surtout en ce qui concerne les négociations de paix entre Palestiniens et Israéliens. Nous avons envoyé nos membres en Israël et en Palestine et nous avons organisé

des réunions entre professionnels et citoyens des deux camps." "Les principaux obstacles sont les gouvernements et les conservateurs religieux inflexibles qui persistent dans leur acharnement idéologique à revendiquer ce qu'ils considèrent comme un droit divin sur certaines terres et sur des lieux religieux."

Peace Boat: "En général, nous sommes d'accord pour constater une progression vers une culture de la paix et de la non-violence [...], l'émergence de la société civile comme "l'autre superpuissance" dans les manifestations de masse qui ont eu lieu dans le monde entier contre la guerre en Irak, et la couverture considérable accordée à ces activités par les médias. L'émergence du mouvement du Forum social mondial [...] a entraîné une hausse considérable du nombre d'inscriptions à nos voyages d'éducation à la paix et à nos activités de bénévolat. [...]" Parmi les obstacles, "nous observons un manque de coopération entre les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et les ONG/OSC dans les domaines de la paix et de la sécurité, ainsi qu'un manque de coordination des activités dans les réseaux d'ONG. [...]"

Peaceways-Young General Assembly: "En juillet 2000, des jeunes de moins de 18 ans ont créé une organisation internationale visant à parvenir à une culture de la paix permanente avec l'aide de la participation des enfants [...]. Elle compte 91 organisations membres dans 57 pays, auxquelles coopèrent de plus de deux millions et demi de jeunes du monde entier [...]." "L'obstacle le plus difficile à surmonter est la croyance en l'incapacité des personnes de moins de 18 ans à prendre des décisions ou à lancer une action responsable en vue de la construction d'une culture de la paix. [...]"

Soka Gakkai International: "Nous avons développé plusieurs programmes éducatifs pour promouvoir une culture de la paix et de la non-violence, tels que l'exposition "Construire une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde", l'initiative "Victoire sur la violence" et plusieurs initiatives liées au thème "Les femmes et une culture de la paix"."

Soroptimist International: "Le progrès n'est peut-être pas mesurable, mais dans les communautés où les projets ont été mis en œuvre, une meilleure compréhension a été atteinte, permettant de développer la tolérance et la solidarité." Obstacles: "Surtout l'influence négative des médias sur les jeunes. Nous trouvons très rarement des exemples positifs; guerre, violence et assassinats font tous les titres de l'actualité. Nous aurions besoin de plus de modèles positifs. Les médias devraient assumer leur responsabilité à cet égard."

The World Peace Prayer Society: "Oui, la culture de la paix a beaucoup avancé ces cinq dernières années. La World Peace Prayer Society encourage la prière et diffuse le mes-

sage "Faites la paix sur la terre" dans le monde entier, comme un rappel constant pour que les gens gardent la paix dans leur cœur. Les Poteaux de paix, qui sont des monuments portant l'inscription "Faites la paix sur la terre" en plusieurs langues, ont été dressés dans plus de 180 pays ; on en compte aujourd'hui plus de 200 000." "L'un des principaux défis à relever pour la création d'une culture de la paix a été la culture prédominante de violence explicite véhiculée par les médias et par la culture populaire. [...]"

Transcend: Progrès: "Nous avons contribué à la résolution pacifique d'une série de conflits internationaux. Rien qu'en 2005, Transcend a servi médiateur au Sri Lanka, au Moyen-Orient, au Chiapas, à Aceh, en Ouganda, au Liberia et dans nombre d'autres régions en conflit. À titre d'exemple antérieur d'expérience positive, nous pouvons mentionner la création d'une zone binationale entre l'Équateur et le Pérou, qui a servi de modèle pour d'autres conflits. [...]" Obstacles: "Travail volontaire seulement, manque de personnel permanent. Absence de subventions et de soutien économique."

United Network of Young Peacebuilders (UNOY): "Nous avons observé un progrès depuis 2000, qui se reflète dans le nombre des nouvelles activités et des organisations engagées. Nous jugeons particulièrement importante la participation d'organisations qui ne travaillent normalement pas dans ce domaine, comme des associations d'étudiants, des clubs d'établissements d'enseignement secondaire et d'universités et des organisations religieuses. [...]" "Les principaux obstacles auxquels nous devons faire face sont : 1. Manque de coordination entre toutes les institutions et organismes impliqués. 2. Manque de clarté de la direction de la Décennie, l'UNESCO devant faire plus d'efforts. [...]"

United Religions Initiative: "L'URI a observé un progrès définitif vers une culture de la paix, tandis que notre organisation - qui s'engage à promouvoir une coopération durable et quotidienne entre les religions en vue de mettre fin à la violence pour des motifs religieux et de créer des cultures de paix, de justice et de guérison pour la Terre et tous les êtres vivants - a vu son nombre de Cercles de coopération (nos groupes locaux) passer de 85 en 2000 à près de 280 dans 60 pays en 2005. Plus d'un million de personnes participent chaque année à leurs activités. Ces chiffres [...] ne mesurent pas un facteur plus problématique, à savoir l'ampleur de la transformation née de la création de communautés qui se respectent mutuellement mais dont les membres se parlent rarement, s'ils se parlent, et/ou coopèrent rarement, s'ils coopèrent, pour mettre en œuvre une vocation partagée pour la paix, la justice et la guérison."

Women's International League for Peace and Freedom: "Notre organisation, présente dans trente-sept pays, n'a observé que de très faibles progrès pendant la première moitié de la décennie. Cependant, nous avons remarqué des progrès considérables dans notre propre éducation et

au niveau de la base. Il ne fait aucun doute que la prise de conscience d'une culture de la paix et de la non-violence à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation a progressé. [...] "Des problèmes de financement nous ont empêchés d'achever certains projets concrets pour la suite de la Décennie."

World Alliance of YMCAs: "La World Alliance of YMCA a encouragé une culture de la paix pendant de nombreuses années par le biais de ses quarante millions de membres au niveau local, national, régional et international. En tant qu'organisation de jeunesse, la YMCA vise principalement à encourager les jeunes à développer une culture de la paix. Le Conseil mondial des YMCA se réunit tous les quatre ans. Lors de la première réunion du Conseil mondial après la proclamation de la Décennie de la culture de la paix, qui s'est tenue au Mexique en 2002, trois Priorités mondiales de la jeunesse ont été adoptées, dont l'une consistait à promouvoir une culture de la paix."

World Association of Girl Guides and Girl Scouts: "Progrès : oui, grâce à notre travail commun pour la paix avec notre organisation associée, la WOSM, davantage de filles et de garçons, de jeunes femmes et de jeunes hommes ont participé à des activités pour la paix. Au total, nous comptons près de quarante millions de membres. Nous menons de nombreux projets pour la paix, certains déjà lancés et d'autres nouveaux, mais tous adoptés avec enthousiasme par plusieurs pays. Par exemple, plus de 13 pays ont participé à un projet de petite envergure en faveur de la paix, réalisé pendant les Jeux olympiques."

World Council of Churches - Decade to Overcome Violence (DOV): "Un net progrès a été observé dans le projet consistant à faire de la paix et de la non-violence une priorité au sein du Conseil mondial des Églises. Plusieurs conseils nationaux ou régionaux ont fait de l'éradication de la violence et/ou de la construction de la paix le thème central de leurs assemblées générales, et les organismes ecclésiastiques ont fait de l'éradication de la violence une priorité de leurs programmes ou un critère d'évaluation. [...] La DOV et la Décennie de l'ONU pour une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde sont au cœur d'un processus de convergence croissante et de développement de synergies."

World Federation of UNESCO Clubs, Centers and Associations: "Depuis 2001, la WFUCA a dirigé de nombreux projets sous-régionaux et internationaux dans le domaine de la culture de la paix. [...] Ces actions (voir le rapport complet) s'adressent non seulement à un large public de jeunes et de jeunes adultes, mais aussi aux enfants qui sont parfois les acteurs principaux. [...]" "Malgré l'existence d'un site Internet spécifique pour Confluences, la newsletter de la WFUCA, il reste encore, dans les pays en développement, trop de membres des clubs de l'UNESCO qui ne disposent pas d'un accès direct à Internet. [...]"

World Spiritual University Brahma Kumaris: "La BKWSU a observé des progrès sur la voie d'une culture de la paix et de la non-violence dans son champ d'action [...] Dans le monde entier, les cours et les séances de méditation ont attiré beaucoup plus de participants et on a assisté à une prise de conscience croissante de la nécessité de développer et d'entretenir la paix intérieure afin de parvenir à une culture de la paix durable."

* * *

Progrès et obstacles en Afrique

(D'après les rapports de 84 organisations nationales du Bénin, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Malawi, Nigeria, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, République sud-africaine, Tchad, Togo et Ouganda, ainsi que d'organisations régionales comme l'Organisation panafricaine des femmes et la Federation of African Women's Peace Networks, dont les organisations affiliées sont présentes dans de nombreux États.)

PROGRÈS: Sur l'ensemble du continent africain, certains rapports sont plutôt négatifs. Par exemple: "Les guerres interminables, comme celles que nous avons vécues au Rwanda ou au Burundi dans les dernières années du XXe siècle, n'étaient pas fréquentes dans la première moitié de cette décennie. Mais la crise du Darfour, les guerres sporadiques comme les combats qui ont eu lieu en Afrique orientale, et les déplacements croissants de populations à cause de problèmes sociopolitiques dans de nombreux pays d'Afrique laisseraient presque penser que beaucoup de sociétés africaines évoluent vers la violence plutôt que vers une culture de la paix. Parmi les obstacles, nous trouvons des situations sources de violence, à caractère principalement socioéconomique: pétrole dans le delta du Niger, au Nigeria, diamants au Liberia et en Sierra Leone, territoires au Rwanda et au Burundi; ainsi que plusieurs conflits qui ont éclaté entre des communautés au Nigeria." D'autres points de vue sont plus positifs. Ainsi, par exemple: "Dans la majorité des pays d'Afrique, les progrès proviennent des exigences des peuples pour un modèle de démocratie fondé sur un État de droit; des efforts de promotion et d'intégration économique, culturelle et sociale, aussi bien au niveau des sous-régions que des régions; de l'engagement pris par de nouvelles autorités, concrétisé dans le NEPAD (New Partnership for the Development of Africa), dont le principe fondamental est la bonne gouvernance."

Si nous considérons les situations locales dans lesquelles les organisations sont actives, à l'exception de deux rapports de Somalie et du delta du Niger, les nouvelles sont positives. Une organisation nigérienne écrit: "Un progrès énorme a été observé vers une culture de la paix dans notre État, particulièrement cette année à mi-parcours de la Décennie. Les indicateurs pour évaluer ce progrès sont : 1. Le retour chez elles des populations ayant fui les fusillades qui ont eu lieu dans ces zones. 2. La reprise des activités économiques. 3. Le comportement des jeunes qui auparavant s'étrépaient les uns et les autres, et qui aujourd'hui s'embrassent en public et jurent que les hostilités ne se reproduiront pas. 4. Le gouvernement de l'État reporte son attention sur des activités de développement et utilise des fonds pour les poursuivre."

Une organisation du Ghana écrit: "Nous avons réussi à établir la paix entre trois peuples ruraux et tropicaux du Ghana. Nous leur avons également enseigné l'importance

de la tolérance. [...] Les communautés se réunissent pour discuter de questions de développement qui n'existaient pas auparavant, quand tout n'était que conflits et litiges."

Ce rapport nous a été envoyé de la République démocratique du Congo: "Malgré la violence armée et d'autres formes de violence qui affligent notre pays, la République démocratique du Congo, [...] les actions de la société civile dans la recherche d'une paix durable et d'une culture de la non-violence ont été remarquées. Notre travail a été difficile pendant la période comprise entre 1998-2004, où nous sommes passés de l'intimidation au dialogue, de la violence à la médiation entre les différentes parties en conflit."

Et au Burundi, "Un progrès notable a été constaté dans la culture de la paix et de la non-violence au Burundi. [...] Notre idée rénovée de "démontage de l'esprit" [...] permet encore, grâce à des actions appropriées, l'éradication de toutes les formes de division et de haine, l'acceptation mutuelle et la réconciliation progressive. Grâce aux campagnes menées depuis fin 2004 sur cette idée de déminage des esprits, plus de 500 organisations et personnalités du Burundi ont adhéré à la campagne contre les mines "dans l'esprit" des gens, ainsi que contre les mines antipersonnel."

Les jeunes sont à la tête du mouvement: "Dans les écoles, des clubs pour la paix et des clubs pour les droits de l'homme se créent." Plus de la moitié des organisations sont dirigées par des jeunes et sont orientées vers la jeunesse. Un exemple typique d'organisation de jeunes: "Les activités pour la construction de la paix et la résolution des conflits ont été entreprises par et parmi les jeunes de la population grâce à une méthode participative." Et un cas particulier: "Nous avons pu diffuser un message de paix auprès de plus de 100 000 personnes en utilisant une caravane de chameaux."

Les organisations de femmes jouent également un rôle important, à l'échelle internationale, comme nous l'avons vu plus haut, mais aussi au niveau national et local.

OBSTACLES: Les principaux obstacles presque toujours mentionnés sont le manque de moyens économiques et techniques, tels que les moyens de transport et les installations Internet, ainsi que le "faible niveau de coopération ou de réseaux entre les ONG".

Les médias sont souvent présentés comme un obstacle: "Les médias ne se sont pas montrés disposés à soutenir la campagne, et ceux qui ont accepté de couvrir l'événement ont demandé de l'argent aux organisateurs." De plus, ils encouragent la violence du fait de: "la prolifération des jeux vidéo et des salles de cinéma locales qui projettent des films violents à longueur de journée." Une organisation a abordé directement cette question: "Nous avons embauché une personne (un journaliste) dans chacun des organismes de presse pour former les journalistes. Une fois formés, ces derniers écrivent souvent dans les médias sur la non-violence et l'environnement, et nous faisons la même chose avec les responsables de la programmation télévisuelle."

Progrès et obstacles dans les États Arabes

(D'après les rapports de 51 organisations d'Algérie, Bahreïn, Égypte, Irak, Liban, Jordanie, Libye, Maroc, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.)

PROGRÈS: Là où il n'y a pas de paix, les progrès sont difficiles. Par exemple: "Pendant ses quatre années d'existence, notre organisation, basée sur l'intervention non violente en Palestine, a observé une régression dans notre champ d'action. Plus de 100 missions et plus de 2 000 citoyens envoyés là-bas constatent jour après jour la détérioration de la situation des Palestiniens sous plusieurs aspects et leur désespoir croissant. Les principaux obstacles qui ont freiné le progrès sont l'acharnement du gouvernement israélien à nier les droits fondamentaux et nationaux du peuple palestinien, et la politique violente appliquée par ceux qui exigent une réponse violente." De même, une organisation qui s'efforce de maintenir un centre pour la paix en Irak: "Au début, au centre pour la paix en Irak, nous pensions que tout se passerait très bien. [...] Nous avons créé de nombreux programmes sur la culture de la paix et l'échange culturel, mais aucun n'a abouti. Les causes de ces échecs sont la situation économique actuelle de l'Irak et les énormes vagues de violence qui ont détruit le pays."

Mais le progrès n'est pas impossible. Ainsi, par exemple, une organisation travaillant en Palestine dit: "La paix nous glisse entre les mains. Mais en même temps, de plus en plus de gens s'engagent à œuvrer pour la paix. Il y a un nombre record d'organisations qui s'efforcent de promouvoir la paix." Le projet israélo-palestinien: 'La bonne eau fait les bons voisins', organisé par l'ONG internationale Friends of the Earth Middle East, a réussi à mener des "actions de réconciliation concrètes et pratiques sur le terrain, conduites par des jeunes volontaires agissant comme fidéicommissaires de l'eau dans le cadre du projet de chaque communauté sur l'eau commune et les questions environnementales qu'ils partagent." Un institut de résolution de conflits à Ramallah a développé des "techniques pacifiques de résolution de conflits au sein d'une génération de futurs dirigeants par la conception et la mise en pratique de programmes et de services uniques [...], dont bénéficient plus de 50 000 personnes en Palestine grâce au développement de projets et de programmes d'assistance." En Irak, une commission pour les entreprises de la société civile a "établi un large réseau d'organisations qui s'occupe du travail et des activités des diverses organisations pour encourager la participation politique, développer les capacités de la communauté et contribuer au développement durable."

Dans le reste de la région, toutes les organisations de société civile observent des progrès. Le nombre de projets et d'organisations impliquées sont en hausse. Ces améliorations sont constatées dans les domaines de la participation démocratique, du rôle de la femme et des activités liées aux

droits de l'homme, ainsi que dans les dialogues pour la tolérance et la compréhension entre les religions. Par exemple: "Oui, nous avons fait des progrès. Nous avons dirigé un programme pour le dialogue entre les différentes parties adverses, y compris les islamistes, et nous avons élaboré ensemble une formule nationale pour obtenir une réforme politique au Yémen. De plus, nous avons réussi, en coopération avec des associations de femmes du Yémen et d'autres organisations internationales agissant au Yémen, à arracher à tous les partis politiques, même à celui du gouvernement, une promesse préalable d'adopter un système de quotas pour la participation des femmes aux prochaines élections." Bien que de nombreuses organisations reconnaissent que donner du pouvoir aux femmes et établir l'égalité entre hommes et femmes sont deux priorités essentielles pour le progrès de la démocratie et d'une culture de la paix, rares sont celles qui se consacrent aux droits politiques ou à l'éducation civique des femmes.

En général, le rôle croissant des organisations de la société civile dans certains pays est devenu un élément important dans l'élaboration des politiques, ainsi que dans le blocage de certaines activités publiques ne respectant pas la culture de la paix, comme en Égypte, au Liban, en Jordanie, au Yémen et au Maroc. Quelques partenariats se sont également créés avec succès entre des organisations de la société civile et des gouvernements, dans des pays comme l'Algérie, la Jordanie et l'Égypte.

OBSTACLES: Les aides financières insuffisantes et inadéquates sont un obstacle universel. La compétence humaine constitue un autre écueil. Plus d'assistance technique est nécessaire pour s'occuper du renforcement des capacités, de la réalisation de projets, de la durabilité et du marketing, afin d'inciter une plus grande partie de la société civile et du secteur privé à participer.

Le réseau s'élargit, mais reste insuffisant pour des activités communes et une coopération solide, surtout en matière de coopération avec des associations étrangères: "Autre défi technique : le manque de coordination sur le terrain, aussi bien entre les institutions internationales et les ONG locales qu'entre les différentes ONG." Bien que la majorité des organisations arabes de la société civile affirment appartenir à des réseaux avec d'autres organisations arabes, elles ne font état d'aucun projet commun susceptible de leur donner l'occasion d'élargir géographiquement leur activité ou de tirer parti de la mise en commun de leurs potentiels. En matière de coopération gouvernementale, la situation varie selon le pays, mais en règle générale, elle est plus développée dans les domaines de l'éducation, du développement durable et de la paix internationale, tandis qu'elle pose plus de problèmes en ce qui concerne les droits de l'homme et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les médias sont considérés comme un obstacle important, comme le montrent les exemples suivants. Le premier obstacle est "l'indifférence des médias locaux et internationaux

envers nos activités". De plus, les médias internationaux "semblent plus intéressés par la violence et les bombardements dans la région, alors que nous préférons souligner l'existence réelle d'un dialogue, d'une coopération et d'activités communes entre Israéliens, Palestiniens et Jordaniens.". Il faut ajouter à cela le "manque de compréhension mutuelle et le manque d'information précise entre les Arabes et l'Occident, ce qui a fait naître un climat peu propice à la réussite de nos objectifs."

Progrès et obstacles en Amérique

Latine

(D'après les rapports de 144 organisations nationales d'Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Paraguay et Pérou, ainsi que de plusieurs organisations régionales, telles que Ciudades Educadoras América Latina et Consejo Latinoamericano de Investigación para la Paz, qui regroupent des organisations membres de nombreux États d'Amérique latine.)

PROGRÈS: Le Brésil a recueilli quinze millions de signatures en faveur du Manifeste 2000 pendant l'Année internationale de la culture de la paix, et une grande partie des 75 organisations brésiliennes ayant participé au présent rapport se sont créées à la suite de cet événement. Comme l'écrit un de ces rapports, "l'Année de la culture de la paix de l'UNESCO a eu un grand impact. Des millions de citoyens ont apporté leur soutien, et des fonds ont été créés dans de nombreux groupes de travail, universités et centres de recherche pour aborder le thème essentiel de la paix et de la non-violence." Les rapports de la société civile au Brésil sont trop riches et trop variés pour que ce résumé puisse leur rendre justice. Une coopération significative entre les organisations de la société civile et les organismes gouvernementaux au niveau local et urbain, au niveau des États et au niveau fédéral passe par une initiative nationale de désarmement. Par exemple: "ConPAZ, Culture of Peace Parliamentary Advisory Board, est un organisme de l'assemblée législative de São Paulo [...], le premier organisme de ce type au monde, qui réunit des représentants de 36 institutions de la société civile et 12 députés de l'assemblée de l'État [...] pour élaborer, superviser et évaluer des politiques parlementaires pour une culture de la paix fondées sur les principes du Manifeste 2000." À l'échelle nationale, "en 2003, le thème "Culture de la paix et de la non-violence" a été introduit dans l'ordre du jour des représentants municipaux de l'assistance sanitaire, par des réunions du CONASEMS, qui rassemble au total 5 562 délégations municipales d'assistance sanitaire au Brésil." D'autres rapports ont été envoyés par les municipalités de Cajamar, Aparecida, Belo Horizonte, São Carlos, Porto Ferreira et par l'État d'Espirito Santo. Cependant, les programmes intersectoriels de la société civile et du gouvernement ne sont pas faciles à mettre en œuvre, étant donné que "les politiques et les programmes publics sont interrompus tous les quatre ans, lors de l'élection des nouveaux dirigeants, des maires et du président."

En Colombie, pour ne citer qu'un rapport, "nombreux projets en faveur du développement d'une culture de la paix, de la défense et de la promotion des droits de l'homme, de la réconciliation, de travaux sur l'égalité entre les hommes et les femmes, d'actions avec et pour les enfants et les jeunes. Services et soutien aux populations déplacées et aux autres groupes vulnérables. Tous les acteurs de la vie nationale se sont exprimés: enfants, jeunes, institutions d'enseignement, arts plastiques, théâtre, assemblées d'action communale, femmes et mères, groupes de personnes dont des proches ou des amis ont été enlevés ou ont disparu, Académie, groupes syndicaux. Cependant, ces efforts n'ont pas provoqué de changement substantiel des niveaux de violence atteints aussi bien dans les conflits armés que dans les autres formes de violence présentes dans la société colombienne." Pour expliquer ce manque d'efficacité, le rapport suggère que l'un des facteurs pourrait être "le manque de coordination des actions entre les organisations. Il est nécessaire d'établir des réseaux et une communication fluide pour éviter la multiplication des efforts, le gaspillage de ressources locales et de la coopération, et pour avoir des répercussions plus importantes sur la société." Le besoin d'une coopération plus développée apparaît également dans des commentaires similaires formulés par d'autres pays d'Amérique latine.

Un rapport du Pérou reconnaît le mérite du ministère des Femmes et du Développement humain pour avoir placé la culture de la paix au centre de son programme de "Soutien au repeuplement" (PAR), et cite un mouvement à Huánico basé sur les recommandations de la Commission de la vérité et de la réconciliation, dont un des objectifs est de "développer une culture de la paix à l'échelle régionale". Au Mexique, la culture de la paix est liée au travail en faveur des droits de l'homme. Au Guatemala, la participation généralisée des peuples autochtones est particulièrement importante, d'autant plus qu'elle aurait été inconcevable il y a vingt ans, selon l'un des rapports.

Dans toute l'Amérique latine, et plus particulièrement en Argentine, les jeunes se sont engagés pour le développement d'une culture de la paix dans les écoles, dans les troupes de scouts et d'éclaireurs, dans des programmes d'échange international, dans les sports, dans les universités et dans les organisations et centres de jeunesse. D'autre part, les rapports font référence au manque d'infrastructures familiales et au manque d'implication des familles dans les activités des jeunes comme obstacle au progrès vers une culture de la paix.

OBSTACLES: La plupart des rapports soulignent le chômage généralisé, la pauvreté et les inégalités, et beaucoup associent cet état des choses à l'économie néolibérale et à la mondialisation. De nombreux rapports accusent les médias: "Nous nous sentons immergés dans une culture de la guerre dans laquelle prédominent la méfiance, le manque de dialogue, la peur, la concurrence excessive, l'indifférence face à la nature et la violence aussi bien structurelle que directe [...], avec le soutien des médias, qui exaltent ces valeurs au détriment de celles de la paix." Dans le même temps, des efforts

sont mis en œuvre pour développer des médias positifs, tels que ceux d'une organisation qui "encourage les ateliers d'éducation médiatique [...], crée des produits audiovisuels éducatifs communautaires et organise des assemblées et des conférences pour la démocratisation des communications. Enfin, on tente également de soutenir la création et l'établissement de médias propres à chaque communauté."

Tout comme dans d'autres régions, la plupart rapportent que les ressources économiques et humaines sont insuffisantes pour tout ce qu'il faut faire. Un rapport décrit la situation en ces termes: "Le manque de ressources pour la promotion de la culture de la paix et la difficulté d'y accéder, en comparaison avec les dépenses énormes pour la promotion de la guerre et de la violence."

"L'absence d'un canal d'information permanente en liaison avec des organismes des Nations Unies, qui permettrait aux membres de notre assemblée de comprendre et de mieux appliquer les principes de la culture de la paix " est une remarque qui revient souvent dans les rapports. De plus, il est affirmé que " le principal défi est de parvenir à une compréhension commune générale de ces principes, non seulement chez les hommes politiques, mais aussi dans toute la société."

Progrès et obstacles en Asie du Sud et de l'Ouest

(D'après les rapports de 50 organisations du Bangladesh, Inde, Iran, Kirghizistan, Népal, Pakistan et Sri Lanka.)

PROGRÈS: Le travail sur les causes profondes de la violence dans la région progresse. Les rapports disent que "le fondamentalisme et le fanatisme religieux ont été les principaux obstacles sur le chemin du progrès vers une culture de la paix, qu'il s'agisse de l'améliorer ou d'obtenir des adhésions. De plus, le sous-développement, le chômage, l'ignorance, l'injustice et la pauvreté mènent généralement à la violence." Ces causes sont à mettre en relation avec l'éducation: "Pour parvenir à une culture de la paix, les valeurs, la compréhension, la tolérance et même la démocratie devraient être enseignées dès l'enfance." En réponse à ces besoins, de nombreuses organisations de la région communiquent les progrès obtenus grâce à leurs efforts pour augmenter les emplois locaux, ainsi que les initiatives en matière de santé et d'éducation. De même, des progrès ont été faits dans le domaine de la démocratie participative dans toute la région, alors que dans le passé, comme l'écrit un rapport, "notre système politique n'avait jamais été décidé par le peuple, et ne s'était jamais fondé sur les souhaits et les aspirations de ce dernier. Il a toujours été guidé par un gouvernement souverain."

Dans le même temps, certaines organisations tentent de venir à bout de la violence manifeste (interreligieuse, interethnique et internationale) avec plus ou moins de succès.

Dans certaines régions, la situation est décrite comme urgente, notamment au Népal, entre le Pakistan et l'Afghanistan, et dans certains États de l'Inde (Gujarat, Cachemire). En revanche, dans d'autres, on constate une paix relative, comme au Bangladesh, en Iran et dans certains États de l'Inde (Tamil Nadu, Maharashtra).

Cependant, sur ce point, il est dit également que "la conscience du fait que la violence passée a éclaté soudainement, et non progressivement comme c'est généralement le cas pour la violence entre les communautés, provoque un climat d'inquiétude et de vulnérabilité à cause de l'incertitude de ce qui pourrait à nouveau se déclencher dans l'avenir."

Beaucoup de rapports insistent sur l'éducation et le travail des jeunes filles, car les femmes sont souvent victimes de l'ignorance et de la pauvreté. Pour les femmes, "la pauvreté n'est pas seulement la conséquence d'un manque de ressources, mais elle s'explique aussi par une certaine discrimination. [...] L'obtention des droits de la femme est un combat mondial fondé sur les droits universels de l'homme et sur le pouvoir de la loi". En général, l'absence d'éducation adaptée est considérée comme un grave problème, surtout dans les zones rurales et chez les réfugiés.

OBSTACLES: La plupart des organisations fonctionnent avec des budgets limités et du personnel volontaire, et le manque de financement et de personnel qualifié est donc considéré comme deux des principaux obstacles au progrès.

Les rapports se plaignent du "manque de coordination entre les ONG, les organismes de dons et les ministères."

Une organisation l'explique en ces termes: "La présidence de la Décennie n'est pas assez claire. L'UNESCO doit faire un plus gros effort [...], [il existe] des difficultés pour créer des associations. Nous n'avons pas appris à travailler ensemble. Nous avons besoin de développer un sens du projet en commun, de nous renforcer les uns les autres sans crainte de la concurrence."

Tout comme dans les autres régions du monde, les médias sont souvent considérés comme un obstacle au progrès: "Les mauvaises nouvelles sont présentées comme des nouvelles importantes, alors que les bonnes nouvelles ne sont même pas présentées comme des nouvelles."

Progrès et obstacles en Asie de l'Est

(D'après les rapports de 26 organisations d'Australie, Chine, Japon, Corée, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour et Thaïlande, ainsi que de l'organisation régionale Asia-Pacific Centre of Education for International Understanding.)

PROGRÈS: En Chine, au Japon et en Corée, les organisations déclarent que leur priorité est de créer des associations internationales et une éducation internationale dans les écoles. Cet objectif devrait aider à prendre des dis-

tances avec l'histoire de la guerre dans la région, qui apparaît encore parfois de façon déformée dans les livres distribués par le gouvernement dans les écoles. La culture de la paix pourrait également être vue comme une alternative à la culture de la violence dans laquelle "les châtiments corporels et l'intimidation à l'école, les programmes de télévisions et les jeux vidéo violents [et] les scènes de violence dans les magazines, les films, les bandes dessinées... ne font que confirmer que l'omniprésence de la violence."

Aux Philippines, plusieurs organisations décrivent leur travail de renforcement des cessez-le-feu et des zones de paix dans les régions où le conflit armé s'est prolongé pendant plusieurs générations. Une grande partie de leur travail concerne l'éducation à la paix dans les écoles, où elles observent des progrès malgré l'opposition de l'administration de l'école conservatrice et le manque de formation adéquate du corps enseignant.

En Asie du Sud-Est, pour ne citer que quelques pays, les rapports font état du "Path of Progress Ethics Quiz" une culture de la paix en Thaïlande et de la "SIGNIS Asia Charter: Promoting a Culture of Peace through Communicative Action" en Malaisie. Cette dernière initiative propose une campagne pour "profiter des occasions de communication pour promouvoir une culture de la paix. L'ordre social existant, qui encourage une culture de violence, et l'environnement médiatique avancé et complexe, la technologie et les institutions qui le soutiennent constituent des défis importants et fournissent des occasions de promouvoir la culture de la paix", en particulier de "développer en Asie des processus de communication et des institutions fondés sur la transparence, la réconciliation, la participation et le dialogue."

En Australie, certaines organisations œuvrent pour la réconciliation avec les peuples autochtones, pour une politique juste pour les réfugiés et pour un dialogue interreligieux et interethnique, face à des politiques gouvernementales soutenant le militarisme global à l'étranger et l'injustice sociale dans le pays. De plus en plus d'individus et d'organisations participent à la formation pour une résolution alternative des conflits par la médiation et la négociation.

OBSTACLES: Dans toute la région, le manque de fonds continus est considéré comme un grave obstacle, ainsi que "le manque de canaux de communication avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres ONG internationales".

Progrès et obstacles en Europe

(D'après les rapports de 147 organisations, écoles et programmes universitaires, d'Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, République tchèque, Roumanie, Serbie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.)

PROGRÈS: Les organisations pour la culture de la paix sont en pleine croissance en Europe, comme le montrent les rapports des réseaux nationaux pour la paix et la culture de la paix en Autriche, France, Italie, Grèce, Pays-Bas, Norvège et Espagne, qui représentent des centaines d'organisations, ainsi que ceux du réseau européen pour l'éducation à la paix formé par huit pays. Des rapports de mobilisations urbaines ont été envoyés par les villes d'Osnabrück (Allemagne), Donostia/Saint-Sébastien (Espagne), Malakoff (France), Rotterdam (Pays-Bas), ainsi que par des communes d'Italie et de Norvège.

Beaucoup s'accordent sur le constat que la direction est assurée par la société civile: **"Au niveau de la politique des pays, des organisations interÉtats et de la politique internationale, non. Le nombre de conflits armés et de tensions commerciales, l'économie criminelle et la violence dans les relations sociales ne font qu'augmenter. Seules les organisations pacifistes et humanitaires, ainsi que la population en général, ont intensifié leur présence et leurs activités en faveur de la paix, de la non-violence et de la résolution des conflits."**

Beaucoup se plaignent du fait que les gouvernements nationaux et les organismes des Nations Unies n'ont pas collaboré à la Décennie pour une culture de la paix et de la non-violence.

L'enseignement et la pratique de la médiation et d'autres formes de résolution de conflits sont en essor. L'éducation à une culture de la paix a été systématiquement introduite dans les systèmes scolaires en France, en Grèce, en Espagne et dans la formation des enseignants en Suède. Une organisation explique: "Dans notre mission quotidienne de promouvoir une éducation à la paix et l'étude des conditions pour la construction de la paix, nous avons observé une véritable progression - qui, bien que lente, n'en est pas moins réelle - d'une culture de la guerre vers une culture de la paix. [...] Dans les écoles, les lycées et les universités où nous intervenons par le biais d'expositions, de présentations, de conférences et de débats, nous constatons un intérêt croissant pour les thèmes de la solidarité et du développement mondial, qui sont des moyens importants pour parvenir à la paix." Ces actions sont parfois décrites comme un "travail de fourmis".

Beaucoup d'organisations européennes se spécialisent dans la solidarité avec les anciennes colonies et avec d'autres pays du Sud. Par exemple, une organisation norvégienne a remporté une victoire importante dans ses efforts pour aider le peuple autochtone du Brésil à conserver la forêt tropicale. Une autre "met en relation 190 communautés norvégiennes avec des partenaires du Sud". D'autres organisations se consacrent à la protection des droits des émigrés en provenance de pays du Sud.

En Europe de l'Est, le mouvement pour une culture de la paix est peu important mais bien réparti dans toute la région. Ainsi, par exemple, en Russie, des rapports ont été envoyés par des écoles, des clubs, des chaires universitaires et des instituts de l'UNESCO qui continuent à œuvrer pour une

culture de la paix à Naltchik (nord du Caucase), Kazan (Tatarie), Oufa (Bachkirie), Novossibirsk (Sibérie), Toula et Volgograd, ainsi que dans les villes principales, à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Leur travail avait déjà été fructueux lors de la coopération du gouvernement russe avec l'UNESCO pendant l'Année internationale de la culture de la paix, mais depuis la fin de cette coopération, elles ont perdu le soutien national. Dans les autres pays d'Europe de l'Est, il existe beaucoup de rapports de Life-Link Friendship Schools.

D'importants programmes sont mis en œuvre en faveur d'une éducation au désarmement, en Albanie, et, en Bosnie-Herzégovine, en faveur d'une éducation pour une culture de la guérison et de la paix dans 108 écoles, avec la participation de 80.000 élèves, 5.000 enseignants et 150.000 parents d'élèves.

Les femmes jouent un rôle essentiel, comme l'explique l'association Women in Black (Belgrade, Serbie): "Dans toute la région, les femmes ont lancé des échanges et des dialogues de paix entre femmes activistes, elles ont émis de nombreuses proclamations réclamant la fin de la guerre et de la violence." Il convient de mentionner les rapports des ONG Women for Development (Arménie), d'Education of Mothers for the Education of Children (Hongrie) et de la section russe de la Women's International League for Peace and Freedom.

OBSTACLES: La "guerre contre le terrorisme" est considérée comme une façon de détourner l'attention des efforts réalisés en faveur de la paix: "Dans le monde, la peur a été utilisée pour mettre les esprits sur le pied de guerre, alors qu'en réalité, nous avons besoin de ces esprits pour paver le chemin vers la paix." Au-delà des effets psychologiques, il y a parfois également des conséquences politiques, comme l'explique un groupe: "Nous nous étions proposé de créer un groupe de pression gouvernemental à l'Organisation des Nations Unies de New York [...], mais nos collègues ont été retenus à l'aéroport par des 'contrôles aléatoires de bagages' jusqu'au décollage de l'avion, et on ne leur a pas remboursé leur billet. La plupart de nos collègues se sont alors retirés dans une structure d'activités de moindre importance." De nombreuses organisations voient un obstacle dans le manque d'intérêt des médias pour leurs activités et dans l'importance qu'ils donnent aux nouvelles concernant la violence.

Les organisations non gouvernementales tout comme les écoles et les universités éprouvent des difficultés pour obtenir, d'une part, un financement pour leur travail en faveur d'une culture de la paix et, d'autre part, l'autorisation de consacrer du temps à l'éducation à la paix dans les écoles. De plus, il existe des problèmes de priorités dans l'éducation: "[Les écoles de notre pays] sont obsédées par des examens absurdes [...] et ne consacrent pas assez de temps aux questions sociales, au dialogue et au débat, à visiter et à recevoir des visiteurs d'autres cultures."

Progrès et obstacles en Amérique du Nord

(D'après les rapports de 58 organisations du Canada et des États-Unis.)

PROGRÈS: Les organisations, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, font part d'un progrès significatif dans leur travail en faveur d'une culture de la paix. La plupart n'abordent pas la question du progrès à l'échelle nationale ou internationale, mais constatent une plus grande prise de conscience et un développement de la coopération dans les villes où elles travaillent, comme Hamilton (Ontario), Vancouver (Colombie britannique), Calgary (Alberta), Cincinnati (Ohio), Houston (Texas), Northfield et Saint Paul (Minnesota), New Haven (Connecticut), Quabbin (Massachusetts), New York et quelques États en général (Connecticut, Minnesota). Au Canada a été mis en route un Programme de la culture de la paix à l'échelle nationale. Des organisations spécialisées dans la non-violence comme la Fellowship of Reconciliation font état d'une hausse du nombre de membres et de l'intérêt.

Des progrès sont observés en termes de prise de conscience et de pratique de la médiation, de justice réparatrice et d'autres formes alternatives de résolution des conflits. De nombreux programmes dans les écoles, dans les communautés et même dans les prisons, incluent souvent des programmes de formation auxquels pourraient participer des services de police locale et des membres des communautés. Dans une communauté, "nous enseignons actuellement la résolution de conflits et la médiation à plus de 1 500 élèves chaque année dans cette région principalement rurale [et nous avons] déjà formé plus de 100 membres de la communauté comme médiateurs."

Les veillées pour la paix organisées régulièrement par de nombreux groupes locaux provoquent une réaction extrêmement positive, ce qui contredit l'impression donnée par les médias selon laquelle la population est divisée en parts égales entre le soutien et l'opposition à la guerre et au militarisme. "Les gens semblent heureux de découvrir qu'ils ne sont pas seuls à souhaiter la paix et qu'ils ne sont pas fous de l'espérer." Au Canada et aux États-Unis, la population tente d'obtenir une aide pour la création d'un ministère de la Paix dans les gouvernements fédéraux.

Le "Student Pledge Against Gun Violence" a été signé par plus de dix millions de jeunes et a sans doute contribué à une chute spectaculaire du nombre de morts par armes à feu parmi les jeunes.

OBSTACLES: Beaucoup s'accordent sur le fait que "les invasions en Afghanistan et en Irak après le 11 septembre ont provoqué chez beaucoup de gens un sentiment d'abattement et d'impuissance à changer les choses". Et beaucoup signalent également l'insistance des médias sur la violence comme autre obstacle: "Les gens se voient constamment

bombardés par des images de violence à la télévision, dans les films, dans les événements sportifs et dans les jeux vidéo populaires." Dans le même temps, Internet est généralement vu comme un outil positif de mobilisation et de sensibilisation. À l'échelle locale, "Internet a permis à toutes les personnes intéressées d'obtenir rapidement des informations leur facilitant le travail. Cela permet de développer le sentiment de communauté." À l'échelle planétaire, "il y a sans aucun doute plus de dialogue entre les différentes organisations pour la paix." Le Canadian Culture of Peace Program a enregistré plus d'un million de visites sur son site Internet depuis son lancement en 1998.

L'obtention d'un financement est un obstacle important pour de nombreuses organisations, puisque celles-ci dépendent en majorité de dons et du travail de volontaires. Cette question est également un problème pour les écoles du Canada ("les enseignants de Colombie britannique se trouvent sous pression en raison des réductions budgétaires du gouvernement") et des États-Unis ("Moins les écoles et les groupes de jeunes ont de moyens financiers, moins ils peuvent se joindre à nous.")

Progrès et obstacles dans les Caraïbes

(D'après les rapports de 22 organisations de la Barbade, Cuba, République dominicaine, Haïti et Porto Rico.)

PROGRÈS: Les rapports provenant de cette région sont souvent liés à des campagnes concrètes pour les droits de l'homme et la démilitarisation. En 2003, après de longues années de lutte pour réclamer aux États-Unis l'île de Vieques qui servait de champ de bombardement à l'armée, plusieurs organisations de Porto Rico ont obtenu une victoire. Les femmes ont joué un rôle considérable, utilisant "la désobéissance civile, la non-violence, le dialogue et l'unanimité comme formes de lutte et de participation". Comme l'explique une organisation, "notre peuple a vécu et démontré la force de la paix contre la violence de l'armée." La lutte continue dans la plupart des domaines, comme les droits des femmes haïtiennes, les droits des enfants réfugiés en République dominicaine et l'accès à l'eau dans certaines communautés portoricaines.

Le progrès est souvent décrit comme une "prise de conscience". Ainsi, par exemple, la chaire de l'UNESCO pour l'Éducation à la paix à Porto Rico se consacre à "l'éducation, à la recherche et à l'action" pour "la promotion et le développement de la prise de conscience d'une culture de la paix". De plus en plus de méthodes alternatives de résolution des conflits sont enseignées et pratiquées dans toute la région. Une campagne de sensibilisation est en cours pour faire comprendre aux gens que les jouets d'enfants ne devraient pas magnifier la guerre et la violence.

OBSTACLES: Les organisations des Caraïbes, comme celles du reste du monde, considèrent que le manque de financement est un obstacle sérieux à leur travail. Beaucoup soulignent que les inégalités entre riches et pauvres, entre forts et faibles sont également un obstacle important. "Les difficultés d'intégration et de communication régulière entre les organisations et les institutions travaillant sur ces thèmes dans la région, ainsi que la distribution et l'accès aux documents produits sur la question" représentent un autre problème. Certaines organisations d'Haïti se voient particulièrement bloquées par l'instabilité politique et le manque de participation démocratique, tandis que Porto Rico doit faire face à des problèmes de participation internationale du fait de sa "relation de subordination politique".

Conseils au Secrétaire Général et à l'Assemblée Générale

Extraits représentatifs de quelques-uns des rapports sur la culture de la paix envoyés par 670 organisations (pour plus d'informations, consulter le site: <http://decade-culture-of-peace.org/cgi-bin/ib3/ikonboard.cgi>). Ils sont classés par domaine du Programme d'action pour une culture de la paix (résolution A/53/243).

GÉNÉRAL

"Tous les organismes du système des Nations Unies devraient employer le langage de la 'culture de la paix' plus souvent possible. Les documents et les discours devraient contenir des rappels sur la culture de la paix et sur la Décennie en général. La culture de la paix fournit aux populations de tous les pays du monde une occasion positive de dépasser les questions négatives du terrorisme et de la sécurité."

"Bien qu'elle ait été autorisée par les Nations Unies pour assurer la promotion exécutive et pour assumer la responsabilité de cette campagne [Décennie pour la culture de la paix], l'UNESCO a considérablement réduit le nombre de coordinateurs et de personnes chargées de travailler dans ce domaine; la survie du département est mise en cause. Si les États membres des Nations Unies, tous signataires de cette campagne, ont vraiment la volonté de réussir, pourquoi un tel manque de réactions, de moyens et de succès?"

"Impliquer tous les organismes des Nations Unies (et pas seulement l'UNESCO) dans les efforts en faveur de la culture de la paix, et destiner des fonds à la publication et à la diffusion de livres, de vidéos, d'enregistrements sonores et d'autres supports pour mettre en pratique des outils tels que la médiation de conflits, la démocratie délibérative, le dialogue interreligieux et interethnique, et le lien entre les connaissances traditionnelles (de cultures minoritaires, autochtones ou autres) et la science."

"Faire de la Journée internationale de la paix une date annuelle pour mesurer le progrès vers la construction d'une culture de la paix pour tous les peuples et toutes les nations. Pour atteindre cet objectif, il est conseillé de convoquer de nouveau l'International UN Day of Peace Steering Group, créé à la demande du secrétaire général [...] et composé de représentants de la plupart des organismes et des départements de l'ONU et d'ONG dépendant de l'ONU."

"La promotion d'une culture de la paix pendant une semaine, intitulée "Living a Culture of Peace Week", du 18 au 26 septembre, comprenant la Journée internationale de la paix. La désignation de cette semaine par l'Assemblée générale contribuerait à faciliter la promotion d'une culture de la paix, en plus de la Journée internationale de la paix."

"Déclarer l'année 2010 Année internationale de la réconciliation."

ÉDUCATION

"Promouvoir l'éducation à la paix à tous les niveaux de l'enseignement, et en particulier les échanges culturels et le travail bénévole des jeunes."

"Nous aimerions que les Nations Unies organisent la formation internationale à la résolution de conflits et à la paix pour les jeunes dirigeants de pays victimes de conflits armés, afin de préparer une jeune génération capable de gouverner l'Afrique de demain avec une culture de la paix."

"Renforcer la collaboration avec des ONG spécialisées dans l'éducation à la paix [et] réclamer l'attention des ministères de l'Éducation pour que l'éducation à la paix soit incluse dans les programmes d'études nationaux et dans la formation des enseignants (cours de formation professionnelle continue avant et pendant l'exercice de la profession). [...] Les organismes de l'ONU, comme l'UNESCO, l'UNICEF et le PNUD, dont les fonctions incluent l'éducation, devraient élargir leurs programmes pour exiger un contenu et une méthodologie de l'éducation à la paix."

"Le plus important que nous ayons observé est le besoin de spiritualité et d'autosensibilisation. [...] Si l'on aidait les enfants à développer leur potentiel intérieur et à exprimer leur créativité dès leur plus jeune âge, tout irait beaucoup mieux."

DROITS DE L'HOMME

"Renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle du respect des droits de l'homme dans les États membres des Nations Unies. Travailler en plus étroite collaboration avec des pays comme les nôtres, où les droits de l'homme sont violés."

"Notre conseil à l'ONU pour la seconde moitié de la Décennie : s'efforcer d'être présente en Palestine et d'obtenir des résolutions plus efficaces. Sans certains droits, on ne peut pas demander à la population d'avoir des convictions

pacifiques."

"Mettez en pratique toutes les résolutions de l'ONU à valeur égale et le monde verra l'ONU comme un leader moral, et non comme un leader politique. Laissez parler ainsi votre sens moral"

DÉVELOPPEMENT DURABLE

"La culture de la paix [...] ne pourra se concrétiser qu'en travaillant en relation étroite avec une atténuation de la pauvreté dans les bases de la communauté. Par conséquent, notre conseil est le suivant: la paix et l'atténuation de la pauvreté doivent être si étroitement liées qu'elles doivent être traitées ensemble de façon innovante par le système de l'ONU."

"Au-delà du soutien et de la promotion nécessaires aux Objectifs du millénaire, le développement pacifique devrait également constituer une priorité et bénéficier d'une promotion et d'un financement. Ce n'est que sur les fondations d'une société pacifique que pourront être atteints les Objectifs du millénaire."

"Nous pensons qu'il serait nécessaire que les Nations Unies s'engagent dans des actions destinées à éliminer les causes de la violence telles que l'ignorance et la pauvreté. Le problème de la dette extérieure et des programmes d'ajustement structurel préconisés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont devenus l'un des principaux obstacles, si ce n'est le principal, au développement des pays, surtout des pays les plus pauvres. [...] Enfin, nous pensons que la coordination entre les agences du système des Nations Unies pourrait être bien meilleure. En effet, par exemple, l'approche de la Banque mondiale ne concorde pas avec celles du PNUD et des autres agences spécialisées."

"[Exploiter le] potentiel de conciliation, en particulier en ce qui concerne les frontières de l'eau. Grâce à l'interdépendance, l'eau peut constituer un pont vers la construction de la paix [...]. Les bénéfices de la prévention de la pollution et de la protection de l'habitat ne sont visibles qu'à long terme, de telle sorte que la coopération a besoin du soutien d'un tiers."

"La protection de l'environnement est très importante et essentielle pour les générations futures. Écouter les autochtones et les communautés locales des zones rurales: ils savent ce qu'il faut faire pour préserver l'environnement. L'argent est gaspillé dans des projets inachevés et dans des études répandant les intérêts des donateurs, et non à ceux des bénéficiaires."

PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE

"Restructurer les Nations Unies pour rendre la répartition du pouvoir entre les nations membres plus équitable et faire de l'ONU un modèle de démocratie."

"La promotion d'une culture de la paix au cours des cinq prochaines années devrait être liée au développement des communautés et à une démocratie authentique dans tous les pays d'Afrique. [...] Il est établi que la démocratie authentique donne naissance à un État de droit, ce qui signifie que le peuple doit voir que cette démocratie est de son côté et qu'il n'y aura plus de troubles ni de guerres. C'est ce que nous appelons, dans notre association, la résurrection de l'Afrique."

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

"Nous aimerions demander au secrétaire général de faire quelque chose pour les femmes, surtout pour celles des pays sous-développés, qui subissent beaucoup de violences et de tortures et qui vivent dans des conditions d'insécurité."

"Des aides devraient être destinées aux organisations et aux associations de femmes pour qu'elles puissent disposer de moyens de communication efficaces et modernes. [...] Les ONG et autres organisations continentales ou nationales ont beaucoup de problèmes à cause de ce manque de communication entre elles. C'est pourquoi il est très important, voire essentiel, que les moyens de communication modernes soient accessibles à toutes les organisations luttant pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et du peuple africain."

COMPRÉHENSION, TOLÉRANCE, SOLIDARITÉ

"Encourager toutes les communautés et les cultures religieuses à établir un dialogue interreligieux et intrareligieux. Concrètement, l'UNESCO devrait: a) parrainer une commission mondiale sur le dialogue interreligieux pour la construction d'une culture de la paix et l'éducation à la paix; b) mettre en pratique un programme d'études et des projets de formation des enseignants pour intégrer le dialogue interreligieux et les apports des traditions de la foi et de la spiritualité à une solution non violente et durable au conflit et à la violence."

"Pour chaque conflit dans le monde, il existe une communauté qui a appris à faire face aux mêmes facteurs de façon pacifique. Au lieu de se concentrer exclusivement sur les zones de conflit qu'il convient aujourd'hui de soulager et de réhabiliter, développer également la sensibilisation à ce qui a permis le développement pacifique de la communauté. Apprendre à reproduire les attitudes positives pour arrêter la tendance négative."

LIBRE CIRCULATION DE L'INFORMATION ET DES CONNAISSANCES

"Inviter les organisations nationales et régionales à échanger des expériences sur les cultures de la paix (au pluriel) dans toutes les régions pour tirer des enseignements des autres expériences, pour donner du pouvoir aux groupes locaux ou pour promouvoir la paix. Ces rencontres devraient également faire naître des méthodes propres aux pays du Sud."

"Apporter un soutien financier considérable pour la création de littérature, de théâtre, de téléfilms et d'émissions télévisées pour la paix, pour une éducation à la littérature pour la paix, pour la création de prix (aussi importants que le prix Nobel) récompensant la littérature pour la paix pour tous les âges, de concours de littérature pour la paix, de bourses et d'aides aux ONG œuvrant pour la paix."

"Les Nations Unies devraient posséder leur propre chaîne de télévision, qui pourrait être utilisée pour diffuser des nouvelles impartiales et soutenir une culture mondiale de la paix. La chaîne de télévision de l'ONU pourrait émettre des programmes culturels de plusieurs endroits du monde, qui contribueraient à développer la compréhension internationale. [...] Pour mener à bien ce projet et ses autres activités, l'ONU a besoin de beaucoup plus de fonds que ce dont elle dispose actuellement. Il faudrait donc instituer une taxe Tobin dont l'argent récolté serait destiné à l'ONU."

"Développer ouvertement une campagne sur la culture de la paix en collaboration avec les médias et à travers eux (TV, journaux, magazines, etc.), en collaboration avec l'industrie cinématographique et à travers elle, considérant qu'ils contribuent eux-mêmes fortement à la diffusion de la culture de la violence."

"La Chine étant le pays en développement le plus grand du monde, nous attendons de l'ONU qu'elle ouvre un centre d'information en Chine, afin que les ONG chinoises puissent accéder plus facilement aux activités de l'ONU et s'y impliquer davantage."

PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALE

"Œuvrer avec plus d'ardeur pour réduire la fabrication et la distribution d'armes et de munitions."

"Faire entrer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires dans le XXI^e siècle afin de répondre aux besoins découlant des menaces qui nous touchent aujourd'hui. [...] La prévention du développement de l'armement dans les pays ne possédant pas d'armes doit nécessairement s'accompagner de l'élimination systématique des armes nucléaires chez les puissances nucléaires existantes. Il faut contrôler les États susceptibles de produire une arme nucléaire et ceux qui la possèdent déjà."

"La création d'un organisme de l'ONU pour la médiation, regroupant plusieurs milliers de professionnels et semblable aux autres organisations internationales, capable de détecter les conflits latents et d'aider à les transformer pacifiquement avant le déclenchement d'une guerre. Ce projet serait un excellent investissement pour un monde plus pacifique."

* * *

Annexe I: Liste d'organisations

Organisations qui ont présenté information pour le Rapport de la Société Civile sur une Culture de la Paix avant le 30 septembre 2005

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

INTERNATIONAL - EDUCATION POUR LA PAIX

- APCEIU (Asia Pacific Centre of Education for International Understanding)
- Association for Living Values Education International
- Association Mondiale pour l'Ecole Instrument de Paix
- Bahá'í - International Community, Office of Public Information, Paris
- Brahma Kumaris World Spiritual University
- Centre for Peacebuilding and Conflict Management, Norway
- Centre International de Phonétique Appliquée
- Centre Panafricain de Prospective Sociale (CPPS)
- Children of the Earth
- Comité de liaison ONG-UNESCO
- Committee on A Curriculum of Hope for A Peaceful World/standing committee of CT/The Delta Kappa Gamma
- Coopération Internationale pour les Equilibres Locaux - CIELO
- Escola de Cultura de Pau - UAB
- EURED
- European University Center for Peace Studies (EPU)
- Fédération Mondiale des Associations, Centres et Clubs UNESCO
- Fondation Culture de Paix
- Hague Appeal for Peace
- IAUP/UN Commission on Disarmament Education, Conflict Resolution and Peace
- Institute for Global Leadership
- INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL DEVELOPMENT
- International Baccalaureate Organization
- International Coalition for the Decade
- International Council of Jewish Women
- International Education for Peace Institute (EFP International)
- International Fellowship of Reconciliation
- International Indigenous Youth Peace Summit
- JOURNEE MONDIALE POESIE-ENFANCE section de la Maison Internationale de la Poésie
- Letter of Peace addressed to the UN
- Life-Link Friendship-Schools Programme
- NGO Committee on Spirituality, Values and Global Concerns (CSVCG)
- Operation Peace Through Unity
- Pathways To Peace
- PAX 2100
- Pax Christi International
- Peace Action, Training and Research Institute of Romania (PATRIR)

- Peace Boat
- Peace Studies Program, Clark University"
- PeacefulSocieties.org
- Red Global de Religiones a favor de la Niñez para America Latina y el Caribe
- Soka Gakkai International
- The Art Miles Mural Project
- The Culture of Peace News Network
- The Goi Peace Foundation
- The Hope Project
- The Ribbon International
- The World Peace Prayer Society
- UNESCO Chair on Peace, Human Rights and Democracy - Stadtschlaining/ Austria
- UNIPAZ International
- United Network of Young Peacebuilders (UNOY)
- We, The World
- World Alliance of YMCAs
- World Conference on Religion and Peace

INTERNATIONAL - DROITS DE L'HOMME

- Acadia University/Conley-International
- AEAH-HS / ASOCIACION EMPRENDEDORA DE ACCIONES Y AYUDAS HUMANITARIAS
- Dominican Leadership Conference
- Franciscans International
- Institute for Victims of Trauma
- International Association for Religious Freedom
- LET SPIRIT RUN FREE
- Mouvement international ATD Quart Monde
- Signis International
- Twenty-First Century African Youth Movement

INTERNATIONAL - PARTICIPATION DEMOCRATIQUE

- Ciudades Educadoras América Latina - Municipalidad de Rosario
- Peaceways-Young General Assembly

INTERNATIONAL - DEVELOPPEMENT SOUTENABLE

- A Better Future World
- Association Internationale des Charités (AIC)
- Coalition for Work With Psychotrauma and Peace
- CONGO NGO Committee on the UN and Sports
- CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME "CNDH"
- ENDA
- Foundation for Self-Sufficiency in Central America
- Friends of the Earth Middle East

- Green Coalition Network
- INAUCO
- International Society of City and Regional Planners
- TradeArt Incorporated (TradeArt Abroad)
- Yachay Wasi

INTERNATIONAL - LIBERTÉ D'INFORMATION

- AGENCIA INTERNACIONAL PARA EL FOMENTO DE ACCIONES CON HIP-HOP
- Consejo Latinoamericano de investigación para la Paz: CLAIP
- Education for Peace Globalnet
- Good News Agency
- International League of Esperanto-Speaking Teachers (ILEI)
- Peace Research Information Unit Bonn (PRIUB)
- University of Colorado Conflict Research Consortium

INTERNATIONAL - ÉGALITÉ DE GENRE

- Federation of African Women's Peace Networks (FERFAP)
- International Federation of University Women
- Organisation Panafricaine des Femmes (OPF)
- Soroptimist International
- Women's International League for Peace and Freedom
- Transcend
- Women's UN Report Network
- World Association of Girl Guides and Girl Scouts

INTERNATIONAL - ENTENTE, TOLERANCE ET SOLIDARITÉ

- Association Mondiale pour l'espéranto/World Esperanto Association (UEA)
- Conseil International de la Danse (CID)
- European Centre for Conflict Prevention (ECCP)
- IFLAC PAVE PEACE
- International Foundation for Human Development
- International Institute for Peace through Tourism
- International Society for Human Values
- Peace Action International Committee
- United Nations Days & Years Meditation Initiative
- United Religions Initiative
- United Religions Initiative Cooperation Circle at the UN
- World Council of Churches - Decade to Overcome Violence (DOV)
- World Peace Flame Foundation

INTERNATIONAL - PAIX ET SECURITÉ

- Asociación para la Resolución de Conflictos y la Cooperación
- Center for Global Nonviolence
- Institut Hiroshima Nagasaki
- Instituto Galego de Estudos de Segurança Internacional de Paz (IGESIP)
- International Network of Engineers and Scientists for

- Global Responsibility
- International Peace Bureau
- Nonviolent Peaceforce
- Nuclear Age Peace Foundation
- Psychologists for Social Responsibility
- Strategies for Peace
- The Transnational Foundation for Peace and Future Research

ORGANISATIONS NATIONALES ET LOCALES **ENNUMERÉE PAR RÉGION ET PAYS**

AFRIQUE

République Démocratique du Congo

- Antenne pour la Reconnaissance de l'Environnement au Congo (AREC)
- Centre Africain d'Echange Culturel
- Complex Scolaire Maman Diakiese
- Congolese Action for Peace and Democracy
- Droits Humains Sans Frontières
- Fondation de la paix mondiale en R.D.Congo
- Groupement de Promotion Integrale
- INFOGROUPE INTERNATIONAL Inc
- Innovation & Formation pour le Développement et la Paix
- Jeunes et Femmes pour les droits de l'homme et la paix (J.F.D.HO.P)
- Jipa Moyo COMICS
- Organisation Sociale pour le Developpement - OSD - République Démocratique du Congo
- SADC YOUTH MOVEMENT
- Voix de sans Voix ni Liberté - VOVOLIB - RD Congo

Nigeria

- AFRICAN AGENCY for an enhanced SOCIO-ETHICS AND TRADITIONAL ORDER (ASETO)
- Afro Center For Developement, Peace and Justice
- Agenda for Community Development - AFCODE
- ALL NIGERIAN UNITED NATIONS STUDENTS AND YOUTHS ASSOCIATION
- CACF Nigeria
- Children Rights Agenda
- Environmental Sustainability and Human Development Project (ESHUDEP)
- GLOBAL ALERT FOR DEFENCE OF YOUTH AND THE LESS PRIVILEGED(GADYLP)
- International Day of Peace in Nigeria
- international women communication center (IWCC)
- Mark Makers International
- relief network project
- RESPECT-NIGERIA
- St. Louis Female Cisco Networking Academy
- TALENTED YOUTHS INTERNATIONAL
- Teachers Without Borders - Nigeria
- The Unarmed Youth (TUY)
- Unified Tribe of Plateau Association
- UNITED NATIONS OF YOUTH NETWORK NIGERIA
- YOUTH EFFECTUAL ORGANISATION

Sénégal

- Association Culturelle d'Auto Promotion Educative (ACAPES)
- Association Solidarité Active
- JONCTION
- Projet Ambassadeurs de la Paix

République Sudafricaine

- International Day of Peace in South Africa
- The South African Association of Women Graduates (SAAWG)

Autres pays de l'Afrique de l'Oueste

- Association du Village D' Enfants SOS Guinee
- Club des Amis de la Culture Universelle - Cote d'Ivoire
- Club Unesco de Port-Bouët - Côte d'Ivoire
- Ecole Instrument de Paix (EIP-BENIN)
- GRASP ONG - BENIN
- HOPE FOR JUSTICE - GHANA
- Independent Youth Forum - Sierra Leone
- KIDS AND YOUTH ALLIES INTERNATIONAL NETWORK - COTE D'IVOIRE
- Kinte Kunda Lower Basic School, Gambia
- Network of Education & Peace Caretakers (NEPC) - Côte d'Ivoire
- Organisation d'aide à la Jeunesse Africaine (O.A.J.A) - Benin
- ORGANISATION POUR LA PAIX AU SERVICE DE LA RENAISSANCE AFRICAINE - TOGO
- Rencontre Africaine pour la Science et la Technique (RASET) - Guinea
- Reseau UFEP - Tchad
- Saviour Experimental School, Ghana
- SOS KINDERDORF INTERNATIONAL REGIONAL OFFICE NORTH/WEST AFRICA
- West Africa Network for Peacebuilding
- World Peace Prayer Society, the Gambia Chapter
- YOUNG PEACE BRIGADES - GHANA
- Youth Movement for Peace and Non-Violence, Sierra Leone

Autres pays de l'Afrique du Sud

- Malawi Teachers for Peace (MATEPE)
- si jeunesse savait

Autres pays de l'Afrique Centrale et de l'Est

- Afri youth - Kenya
- Africa Peace Point - Kenya
- AMECEA Justice and Peace Desk - Kenya
- Association Chrétienne pour le Développement Intégral (A.C.D.I.-asbl) 'New Vision' - Burundi
- Cameroon Association for the Protection and Education of the Child (CAPEC)
- Campus Youth Alliance - Uganda
- CIRID - Antenne du Burundi
- Citron Wood - Kenya
- fondation idole - Cameroun

- Interfaith Peace-building Initiative (IPI) - ETHIOPIA
- Kenya Volunteer Development Service
- National Union of Eritrean Youth and Students (NUEYS)
- RESEFAC - Congo - Brazzaville
- Service Oecuménique pour la Paix (SeP) - Cameroun
- SOMALI YOUTH DEVELOPMENT NETWORK (SOYDEN)
- Tanzania Youth Coalition
- United Nations Association of Uganda (UNAU)
- Voluntary Youth Philanthropist (VYP) - Kenya
- YOUTH HUMAN RIGHTS ASSOCIATION - BURUNDI
- YOUTH NETWORK FOR PEACE UGANDA
- WOMAN AND CHILD WELFARE LEAGUE

Pays petits de l'Océan Indien

- Centre for Rights & Development (CEFRAD) - Seychelles

ÉTATS ÀRABES**Liban**

- 'TCCD' T raining Center For Community Development
- Al Mabarrat Association
- Lebanon Family Planning Association (LFPA)
- Near East School of Theology
- Palestinian Association for Human Rights (Witness Association)
- René Moawad Foundation (FRM)

Marroc

- Chouala Association for Education and Culture (ACFC)
- FEZ-SAISS Association for Cultural, Social and Economic Development
- Women's Association for Development and Solidarity (AFDES)

Egypte

- Arab International Cooperation Organization (AICO)
- Development of Business Women Export Abilities Association (DBWEAA)
- Friends of the Environment Association (FEA)
- General Federation of Social Agencies
- Gudran for Arts and Development
- Save the Children Society
- Sawiris Foundation for Social Development
- SEKEM Initiative
- The Environmental Pioneers Association (EPA)

Jordanie

- Abdul-Hameed Shoman Foundation
- Civil Society Development Centre - Jordan University of Science and Technology
- JORDAN YouthExchange Group
- Queen Rania Secondary School

Palestine

- AEI-Open Windows

- Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien
- CARE - Center For Applied Research in Education centre de la paix universitaire
- Community Service Center (CSC)
- Palestinians for Peace and Democracy
- Ta'awon: Palestinian Conflict resolution Institute

Autres pays Arabes

- Al Ghanem Organization for Civil Society Development - Yemen
- Association des Volontaires Algeriens Pour la Paix et l'Echange Culturel
- ASSociation tifiétois new life - Maroc
- Awal Women Society - Bahrain
- Fondation Pour la Promotion de la Santé et le Développement de la Recherche -FOREM
- Intellectual Multaka (Forum) for Innovation - Syria
- International Day of Peace in Sudan
- Iraqi Commission for Civil Society Enterprises (ICCSE)
- King Abdul Aziz Public Library (KAPL) - Saudi Arabia
- King Abdul Aziz Women Charity Association in Qassim (KAWCC) - Saudi Arabia
- Political Development Forum (PDF) - Yemen
- Purity Association for Environment Protection - Iraq
- sauvegarde jeunesse
- Social Development Centre (SDC) - Qatar
- The International Organization for Peace, Care, Relief (I.O.P.C.R) - Libya
- The Iraqi Peace Center
- Working for the Sake of Iraqi Women and Children Organization - Iraq
- Yarmouk-Syria

Tunisie

- Association of Holiday Camps of Sousse
- Association of Training and Human Resources Managers
- Cultural Committee of the Electronic Center of Sousse
- Voice of the Child Organization

OCEANIE

Australie

- Australian Catholic Social justice Council
- Australian Centre for Peace and Conflict Studies
- Australian Federation of University Women
- International Day of Peace in Australia
- Multi-Faith Centre, Griffith University
- National Council of Churches in Australia
- The Australian Youth Against Landmines Association (TAYALA)
- UNSW school of public health and community medicine

Nouvelle Zelande

- International Day of Peace in New Zealand
- The New Zealand Federation of Graduate Women (NZFGW)

- Waitakere City Council

ASIE DE L'EST

Chine

- The Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries

Japon

- Sakata Technical Senoir High School
- The Japanese Society for Developing the Culture of Peace
- Trans Cultural Studies (Conflict Resolution)

Koree

- Women Making Peace

Filippines

- BALAY REHABILITATION CENTER (PHILIPPINES)
- Center for Peace Education, Miriam College
- Gaston Z. Ortigas Peace Institute
- International Day of Peace in the Philippines
- Message for a Better World-Philippines
- Mindanao Peace and Development Education Institute
- Peace Center of the Theosophical Society in the Philippines

Malasie

- Signis Asia Assembly 2004 - Kuala Lumpur

Thailand

- International Buddhist Society

Singapur

- The University Women's Association of Singapore (UWAS)

ASIE CENTRAL, OCCIDENTAL ET MERIDIONAL

Bangladesh

- Green Step
- Human Rights Development Information Center
- Participatory Development Action Program
- PHALS (Programme for Helpless And Lagged Societies)

Inde

- ALL INDIA MOMIN ANSAR WELFARE SOCIETY
- Asmita Samajik Sanstha
- Centre for Community Health Research
- Ecumenical Development centre of India
- eHealth-Care Foundation
- Gingee Alliance for Development
- GLOBAL HARMONY
- International Centre for Gandhian Thoughts (ICGT)
- International Day of Peace in India
- International Society for Alternative Medicine
- Jain Vishva Bharati Institute (Deemed University)

- NEED TO INDIA (NGO)
- Oneworld Educational Trust, Delta Training Campus
- Rehomfa Youth Track, Welfare Org.
- S.P.B.V.D. Sabha High School
- Saathi
- Saint Monica School
- Setu: Centre for Social Knowledge and Action
- The Saraswathy Shanmugam Public Charitable Trust
- United Human Resource
- United Schools Organization of India, Regional Centre
- UNITY CHARITABLE TRUST

Iran

- DONYA Children's Research Institute
- Farzangan Educational Center
- Tazkiyeh Educational Complex

Nepal et Buthan

- International Day of Peace in Nepal
- Youth Advocacy Group
- Youth Society for Peace
- CARAVAN

Pakistan

- Balochistan Social Development Programme
- HERA (Health and Education Relief Association)
- Karachi Human Welfare Organization
- Oasis Foundation
- Pakistan organization for human development
- Pakistan Press Foundation
- Participatory Rural Development Program (PRDP)
- Peace Worldwide
- Pilgrims of Peace
- Rehber Foundation
- RISE (Rural Initiatives in Sustainability and Empowerment)
- Shaheen Educational Society, Orangi, Karachi, Pakistan
- Trodden's Clarion Receptors Development Organization

Sri Lanka

- International Day of Peace celebrations in Sri Lanka

Pays de l'Asie Central

- Kyrgyz Civil Society for a Culture of Peace
- Peace Fund of Kyrgyzstan

EUROPE

Autriche

- Österreichisches Netzwerk für Frieden und Gewaltfreiheit
- Q - Qualified Migration Knowledge Network
- Soroptimist International Clubs Villach and Eisenstadt
- Women's Federation for World Peace, Europe

Bélgique

- Pax Christi Flanders

Chypre

- UNESCO Chair on 'Culture Diversity and Intercultural Dialogue for a Culture of Peace'

Danemark

- Danish Peace Academy
- Dialogos
- Nepenthes

Finlande

- Åland Islands Peace Institute

France

- AFCDRP -Association Française des Communes Départements et Régions pour la Paix
- Centre de Médiation et de Formation à la Médiation
- Coordination des Associations et Particuliers pour la Liberté de Conscience
- Coordination française pour la Décennie
- Ecole de la paix
- Etoile du Matin
- Union Chrétienne de Jeunes Gens UCJG-YMCA-France
- Ville de Malakoff (AFCDRP Association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix)

Allemagne

- City of Osnabrück
- Institute for Peace Work and Nonviolent Conflict Transformation
- Pro Dialog
- Saphira
- Soroptimist International Clubs Bamberg-Kunigunde and München-Schwabing

Grèce

- SOCIAL AID OF HELLAS
- UNESCO Chair on Education for Human Rights, Democracy and Peace / Aristotle University of Thessaloniki

Irlande

- Anti-Bullying Centre
- Peace People

Israël

- Baladna, Association for Arab Youth
- Soroptimist International Club Rehovot, Rishon Le Zion and Givatayim
- The Israel Center for Negotiation and Mediation
- The Young Israeli Forum for Cooperation (YIFC)

Italie

- Annulliamo la Distanza Onlus
- ASSOCIAZIONE ICPC ITALIA
- Bandiera della Pace
- C.I.S.P.
- Comune di Casatenovo

Malta

- IDEAL International (Malta)
- Malta Gay Rights Movement

Pays Bas

- ALL-WIN NETWORK
- Brahma Kumaris Spirituele Akademie (BKSA)
- De Wereld Is Niet Te Koop
- Doopsgezinde Vredesgroep
- Euro's voor Vrede
- House of Erasmus of Rotterdam
- Museum voor Vrede en Geweldloosheid
- NEAG, Nederlands Expertisecentrum Alternatieven voor Geweld
- Platform for Peace IJmond
- Platform Vredescultuur
- Silence for Peace
- Social Initiatief Netherlands
- vrije consumenten vereniging (free consumers association)
- Women for Peace Netherlands
- XminusY Solidarity Fund

Norvège

- Bamble Municipality
- Blekkulf (Inky's Environmental Detectives)
- Dissimilis
- Initiativ for Etisk Handel - Initiative for Ethical Trade
- Jondal Municipality
- Klepp kommune
- Kristiansand Municipality
- Lillehammer Municipality
- Norsk Bangladesh Fadderforening - Norwegian Bangladesh Association
- Norwegian Peace Alliance
- Rainforest Foundation Norway - Regnskogsfondet
- Stiftelsen Mangfold i Arbeidslivet (MiA)
- Vennskap Nord/Sør
- World Voices Norway

Espagne

- Acción de los Cristianos para la abolición de la Tortura
- AID Cooperación
- Asociación para las Naciones Unidas
- Asociación Pro Derechos Humanos de España
- Ayuntamiento de Donostia/San Sebastián
- Cátedra UNESCO de Filosofía para la Paz
- Dones de Negre Castello
- EDUCADORES POLA PAZ-NOVA ESCOLA GALEGA
- Escola Cultura de Pau - UAB
- Fundació Cultura de Pau
- Fundación Paz y Cooperación
- Fundación Prodein
- Instituto Galego de Estudos de Segurança Internacional e da Paz
- La Ortiga, Cooperativa de consumidores ecológicos de Sevilla
- Manos Unidas

- Mestres per Bosnia
- MUJERES PARA EL DIÁLOGO Y LA EDUCACIÓN
- OSPAAAL-Solidaridad (Organización de Solidaridad con los Pueblos de Asia, Africa y América Latina)
- Red de Comunicación y Recursos en Resolución y Transformación de Conflictos (rc2-uoc)
- Seminario Galego de Educación para a Paz
- Unescocat - Centre UNESCO de Catalunya

Suede

- Centerpartiets Ungdomförbund /The Center Party Youth of Sweden
- Fred i våra händer, a national project
- Swedish Peace and Arbitration Society (SPAS)
- SweFOR

Suisse

- Femmes pour la Paix
- Haute Ecole Pédagogique BEJUNE

Turquie

- Soroptimist International Clubs GOZTEPE, ALSANCAK, IZMIR, KORDON, KARSIYAKA, GALLIPOLI (CANAKK)

Royaume Uni

- British Federation of Women Graduates (BFWG)
- International Day of Peace in the United Kingdom
- Lisburn Community Relations Network & Training Consortium
- Yellow House

Federation Russe

- Centre for Civic Education
- Creative association "Tolerance - the Way to Harmony"
- Educators for Peace and Understanding -Bashkortostan
- Federation for Peace and Conciliation
- High School 105
- Institute for the Culture of Peace - Kazan, Tatarstan
- International Committee of Citizen Diplomacy
- International Public Foundation for Survival and Development of Humanity
- Istoki (Baha'i)
- Moscow Secondary School 446
- Museum of Peacekeeping Operations
- Public Institute of Strategic Sphere (Tetrasociological Studies)
- Russian Chapter of the Association for World Education
- Russian Section of Women's International League for Peace and Freedom (WILPF)
- Secondary school 476
- Secondary school No 1414
- Siberian center for Eurasian projects on behalf of Planet 3000 project
- UNESCO Chair in Education for a Culture of Peace and Human Rights - Nalchik
- UNESCO Club "Dignity of the child" - Volgograd regional charity voluntary organisation
- World Without Violence' Movement - Tula, Russia

Pays des Balkans

- Albanian Center for Peace and Disarmament Education
- Colegiul National 'Vasile Alecsandri', Galati, Romania
- First Bosniak High School, Bosnia and Herzegovina
- ION CREANGA School, Romania
- Jovan Jovanovic Zmaj Elementary School, Serbia and Montenegro
- Liceul Teoretic 'Mircea Eliade Resita', Romania
- National College 'Vasile Alecsandri', Bacau, Romania
- Soroptimist Club of Bucharest, Romania
- The Education for Peace Institute of the Balkans (EFP-Balkans)
- UNESCO club of school "Vicho Grancharov", Gorna Oriahovitsa, Bulgaria
- Women in Black, Belgrade

Pays du Caucase

- Caucasian Center for proposing Non Traditional Conflict Resolution Methods, Armenia
- NGO Women for Development, Armenia"
- Rustavi Georgian Gymnasium, Georgia"

Pays de l'Europe de l'Est

- BOCS Foundation
- Education of Mothers for the Education of Children (Baha'i) - Hungary
- Eko Gymnázium - Eco High School Prague, Czech Republic
- Gymnasium 7, Minsk, Belarus
- International UNESCO Chair "Human Rights, Peace, Democracy, Tolerance & International Understanding" - Kiev, Ukraine
- Kelme 'Aukuras' Secondary School, Lithuania"
- Krimulda Secondary School, Riga, Latvia"
- Kupiskis Povilas Matulionis Secondary School, Lithuania
- Kursenai Laurynas Ivinskis Gymnasium, Lithuania
- Lugansk specialized school 36, Ukraine
- Pavenciu Secondary School, Lithuania
- Smorgon Boarding School, Belarus
- STORK (AIST) Family school, Ukraine
- The Colourful World Circle (CWC) - Hungary
- Ukrainian Movement 'Educators for Peace and Mutual Understanding'

AMÉRIQUE LATINE**Argentine**

- Agrupacion La Hora de los Pueblos
- Aluminé Universidad del Hombre - UNIPAZ Argentina
- AMERICA MADRE (AMA) - INSTITUCION CULTURAL INTERNACIONAL - SEDE CENTRAL -
- Asociación Civil MAR
- Asociacion Civil Colegios del Mundo Unido de Argentina (ACCMUA)
- Asociacion de padres por los derechos del alumno - Jujuy
- Bilingual MCA

- Centro de las Culturas
- Centro de Participación para la Paz y los Derechos Humanos
- Ecoclub Embajada - Jujuy
- Escuela de Enseñanza Media N° 432 "BERNARDINO RIVADAVIA"
- Fundación Instituto de Mediación - FIME - Centro Internacional de Gestión de Conflictos
- Fundación Paz, Ecología & Arte (PEA)
- Fundación AVES
- Fundación Darlocab - Jujuy
- Fundación Linea Joven
- Grupo Scouts N° 057 Martín Guemes' (Scouts de Argentina)
- Hábitat Humano
- IFLAC La rama Argentina del IFLAC Foro Internacional de Literatura y Cultura de la Paz
- Instituto de Capacitacion, Promocion, Difusion e Investigacion de Economia Solidaria
- Instituto Politécnico Superior
- Jardín de Infantes 902 'Mariquita Sánchez'
- La Comunidad - Jujuy
- Mil Milenios de Paz
- Museo de Arte Decorativo "Firma y Odilo Estevez"
- ONG Juanita Moro - Jujuy
- Organizacion Vision Ambiental
- Red Solidaria Concepción del Uruguay
- Scouts de Argentina - Equipo Nacional
- SOCIEDAD DE LA PLEGARIA POR LA PAZ MUNDIAL
- Subsecretaria de Participación Comunitaria Minist. Seguridad Provincia de Buenos Aires
- Union Federal de Parlamentos

Brésil

- Abaçai Cultura e Arte
- ABraSOFPA - Associação Brasileira dos Organizadores de Festivais de Folclore e Artes Populares
- Ágere Cooperação em Advocacy
- Aliança pela Infancia
- AMARRIBO
- Amigos da Paz
- Antena Verde
- Assembléia Espiritual Nacional dos Bahá'ís do Brasil
- Associação Mineira das Vítimas de Erro Médico
- Associação Brasileira de Intercambio Cultural - ABIC
- Associação Comunitária Monte Azul
- Associação Cultural Constelação
- Associação Iko Poran
- Associação Imagem Comunitária
- Associação Palas Athena
- Associação Projeto Não Violência Brasil
- ATELIER DA PAZ
- Banco de Alimentos Associação Civil
- Cáritas Diocesana de São José dos Campos (SP)
- Cama Viva
- Círculo da Pedra Azul
- Centro de Direitos Humanos e Educação Popular de Campo Limpo

- Comisión de Defensa de los Derechos Humanos de la Diócesis de Mogi das Cruzes
- Comunidade Zen Budista
- Conselho Nacional dos Secretários Municipais de Saúde (CONASEMS)
- COPIPAZ - Comitê da Primeira infância na cultura da PAZ
- Departamento de Arte e Cultura do Governo Participativo de São Carlos
- EcoArborizar
- Eco-cidadão
- eDeus.org Educadores para a Paz
- Educadores para a Paz
- Escola de Desenvolvimento HUmano Casa do Caminho
- FEDERAÇÃO DE BANDEIRANTES DO BRASIL
- Fundação Gol de Letra
- Fundação Movimento Direito e Cidadania (Fundação MDC)
- Governo do Estado do Espírito Santo: Secretaria de Estado da Justiça
- Guaimbê - Espaço e Movimento CriAtivo
- Ibase - Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Económicas
- Iluminattis
- Instituto Arte Saúde
- INSTITUTO BRASILEIRO DE POLITICAS DE JUVENTUDE
- Instituto de Cidadania Empresarial (ICE) - Projeto Casulo
- INSTITUTO E CENTRO ALTERNATIVO PARA O DESENVOLVIMENTO E COMUNICAÇÃO
- Instituto Pró-Cidadania
- Instituto Roerich da Paz e Cultura do Brasil
- Instituto São Paulo Contra a Violência
- Instituto Ser Humano
- Instituto Sou de Paz
- Interação - Educação Corporal e Integração Humana
- Legião da Boa Vontade
- Moradia e Cidadania
- Movimento Paz Espírito Santo - Paz-ES
- Município de Aparecida (SP) - Departamento da Família e Bem-Estar Social
- Município de Cajamar, Diretoria de Cultura
- Município de Porto Ferreira: Departamento M. de Educação
- ONG PARCEIROS VOLUNTÁRIOS
- Parliamentary Council for a Culture of Peace
- Pastoral da Criança (Child's Pastoral)
- Plugados na Educação
- Prefeitura Municipal de Belo Horizonte - Coordenadoria de Direitos da Mulher
- Prefeitura Municipal de Belo Horizonte - Coordenadoria de Direitos Humanos
- Programa Gente Que Faz Paz
- Projeto Cooperação
- Promoção social de Dirce Reis
- Serviço de Engajamento Comunitário - Secri
- Serviço de Paz - SERPAZ
- Sincronicidade e Expressão - Projeto de Extensão UFG

- Transformar - Associação para o Desenvolvimento do Portador de Deficiência
- Unipaz
- Unipaz Paraná
- UNISOES: União de Sociedades Espiritualistas, Científicas, Filosóficas e Religiosas
- Universidad Federal de Rio Grande do Norte: Departamento de Sicología
- Universidade Estadual do Oeste do Paraná (UNIOESTE)
- Universidade Solidária - UniSol
- VIVA PAZ
- Viva Rio
- Yoga Real

Chili

- Agrupación de Discapitados Epsilon
- AMERICA MADRE (AMA) - Filial Villa Alemana- Chile
- La Comunidad Para El Equilibrio y Desarrollo del Ser Humano
- Liceo 'Jovina Naranjo Fernandez'

Colombie

- Alianza de Educación para la construcción de cultura de paz
- Centro de Estudios Avanzados en Niñez y Juventud - CINDE
- Universidad de Manizales
- CONCERN UNIVERSAL-COLOMBIA, field office Concern Universal England
- COOPERACIÓN COLOMBIA
- Corporación Viva la Ciudadanía Programa Educación
- Fundación AlvarAlice
- FUNDACION COLOMBIA UNA NACION CIVICA
- FUNDACION ESCUELAS DE PAZ
- Fundación Paz y Bien
- Fundacion Mujeres por Colombia
- José Celestino Mutis
- Lazos Sociales y Culturas de Paz
- Programa de Educación y Formación para la Convivencia Universitaria-Universidad Pedagógica Nacional
- Secretaria de Educacion del Departamento del Valle del Cauca
- SECRETARIADO NACIONAL DE PASTORAL SOCIAL - CARITAS COLOMBIANA
- UNIVERSIDAD PEDAGÓGICA NACIONAL - PROGRAMA PEDAGOGÍA DE LA PAZ

Pays d'Amérique Central

- Fundación Propaz - Guatemala
- Instituto de Investigaciones y Acción Social 'Martin Luther King' - Nicaragua

Méxique

- Academia Mexicana de Derechos Humanos, A.C.
- Asociación Internacional de Educadores para la Paz
- Càtedra UNESCO de Derechos Humanos de la Universidad Nacional Autónoma de México
- FUNDACION CEGEA

Paraguay

- Academia Tecnica de Estudios Jurídicos y Sociales (ATEJUS) Facultad de Derecho y Cs. Sociales UNA

Pérou

- Asociación de Cada Ciudadano (Red Juvenil de la Fundación Konrad Adenauer Stiftung, Huancayo
- AVC
- Consejo Por la Paz de Mochumí, Región Lambayeque
- Equipo Docente de Celendín (EDOCEL)
- Instituto Regional por la Paz - IREPAZ
- Municipalidad de Paita
- UNOY -Sullana- Piura- Peru

Uruguay

- Centro UNESCO de Montevideo

Venezuela

- Asociación Venezolana para el Avance de las Ciencias del Comportamiento
- CENTRO DE INICIATIVAS PARA EL DESARROLLO LOCAL
- CONVENEZUELA

CARIBES

Barbados

- Barbados Association of Non Governmental Organisations
- Universal Day of Hope Trust

Cuba

- Centro Félix Varela
- Grupo de investigación sobre Cultura de paz y no violencia de la Universidad Pedagógica

République Dominicaine

- Centro de Servicios Legales para la Mujer, Inc.
- Escuela Shaolin Tsu, Inc.
- Movimiento de Mujeres Dominico Haitiana

Haiti

- Association Femmes Soleil Haiti
- Klib Timoun Kè Kontan - Haïti

Puerto Rico

- Alianza de Mujeres Viequenses
- Alianza Laura Aponte por la Paz Social (ALAPAS)
- Asociación Puertorriqueña de Estudiantes de Periodismo
- Asociación Puertorriqueña de Historiadores
- Cátedra UNESCO de Educación para la Paz
- Ciudadanos del Karso
- Comisión de Ciudadanos al Rescate de Caimito
- COMITE PRO RESCATE Y DESARROLLO DE VIEQUES
- Junta de Acción Comunitaria San Mateo de los Cangrejos
- Misión Industrial de Puerto Rico, Inc.

- Movimiento Agua Para Todos
- Museo del Barrio, la casa de todos
- Proyecto Caribeño de Justicia y Paz

AMÉRIQUE DU NORD

Canada

- BC Peace Ed
- Canadian Culture of Peace Program (CCOPP)
- Canadian Federation of University Women (CFUW)
- Canadian Voice of Women for Peace/La Voix des Femmes Canadiennes Pour la Paix
- International Day of Peace in Canada
- Kootenay Region Branch of the United Nations Association in Canada
- Les Ambassadeurs et Ambassadrices de la paix (Peace Ambassadors)
- Mount Saint Vincent University
- Secular Franciscan Order
- The Hamilton Culture of Peace Network
- The Society for Safe and Caring Schools and Communities
- Women in Black, Calgary
- Working Group for a Federal Department of Peace

États Unis

- A Course in Miracles International
- Association for Conflict Resolution - North Carolina Chapter
- Athletes United for Peace
- Center for Nonviolence
- Center for Peace Education
- City of Northfield (Minnesota)
- Community Mediation, Inc.
- Decade of Nonviolence-Houston
- Education for Conflict Resolution, Inc.
- Evangelical Lutheran Church in America (ELCA)
- Fellowship of Reconciliation USA
- Gandhi-King-Carter International Airport
- Global Coalition for Peace
- Global Kids, Inc.
- Growing Communities for Peace
- Hampton Roads Network for Nonviolence
- Hiroshima/Nagasaki
- Remembrance Committee International Day of Peace in the United States
- Minnesota Alliance of Peacemakers
- Nobel Peace Prize Forum
- Northfield (MN) A Community Action Center
- Northfield (MN) Human Rights Commission
- Northfield (MN) League of Women Voters
- Northfield (MN) People for Peace and Goodwill
- Northfield Healthy Community Initiative
- Northfield, MN, Public Schools
- Partners for Violence Prevention
- Pax Educare, Inc. The Connecticut Center for Peace Education

- PROGRESSIVE DEMOCRATS OF AMERICA (PDA) - NJ
Chapter
- Quabbin Mediation
- Rice County (MN) Community Corrections
- Rice County Sheriff's Office
- Roughrider Focus Group, Inc.
- Snohomish County Women in Black
- South Jersey Department of Peace
- Southern California Regional Council of Organizations
- St. John's Lutheran Church (Northfield, MN)
- St. Joseph's College
- Student Pledge Against Gun Violence
- Students for Culture of Peace
- The Globe Ecological Restoration and Development
Foundation, Inc.
- The National Service Conference of The American Ethical
Union
- The Village School of Northfield (MN)
- United Nations Association-Minnesota
- World Citizen, Inc.

* * *

Annexe II: Déclaration et Programme d'Action sur une Culture de la Paix

Résolution A/RES/53/243 adoptée par l'Assemblée Générale le 6 octobre de 1999

NATIONS
UNIES

A



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/RES/53/243
6 octobre 1999

Cinquante-troisième session
Point 31 de l'ordre du jour

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sans renvoi à une grande commission (A/53/L.79)]

53/243. Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix

A

DÉCLARATION SUR UNE CULTURE DE LA PAIX

L'Assemblée générale,

Rappelant la Charte des Nations Unies, notamment les buts et principes qui y sont énoncés,

Rappelant également la Convention créant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui énonce que «les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix»,

Rappelant en outre la Déclaration universelle des droits de l'homme¹ et les autres instruments internationaux pertinents du système des Nations Unies,

Reconnaissant que la paix n'est pas simplement l'absence de conflits, mais est un processus positif, dynamique, participatif qui favorise le dialogue et le règlement des conflits dans un esprit de compréhension mutuelle et de coopération,

Reconnaissant également que la fin de la guerre froide a ouvert de nouvelles perspectives pour affermir une culture de la paix,

¹ Résolution 217 A (III).

A/RES/53/243

Page 2

Exprimant sa profonde préoccupation devant la persistance et la prolifération, dans diverses régions du monde, des actes de violence et des conflits,

Reconnaissant la nécessité d'éliminer toutes les formes de discrimination et d'intolérance, notamment celles fondées sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la fortune, l'incapacité, la naissance ou toute autre situation,

Rappelant sa résolution 52/15 du 20 novembre 1997 proclamant l'année 2000 «Année internationale de la culture de la paix» et sa résolution 53/25 du 10 novembre 1998 proclamant la période 2001-2010 «Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde»,

Reconnaissant le rôle important que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture continue de jouer dans la promotion d'une culture de la paix,

Proclame solennellement la présente Déclaration sur une culture de la paix afin que les gouvernements, les organisations internationales et la société civile puissent s'en inspirer constamment dans leur action pour promouvoir et élargir une culture de la paix à l'aube du millénaire:

Article premier

La culture de la paix peut être définie comme l'ensemble des valeurs, des attitudes, des traditions, des comportements et des modes de vie fondés sur:

a) Le respect de la vie, le rejet de la violence et la promotion et la pratique de la non-violence par l'éducation, le dialogue et la coopération;

b) Le respect des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États et de la non-intervention dans les questions qui relèvent essentiellement de la juridiction nationale de tout État quel qu'il soit, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international;

c) Le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et leur promotion;

d) L'engagement de régler pacifiquement les conflits;

e) Les efforts déployés pour répondre aux besoins des générations actuelles et futures en matière de développement et d'environnement;

f) Le respect et la promotion du droit au développement;

g) Le respect et la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes;

h) Le respect et la promotion du droit de chacun à la liberté d'expression, d'opinion et d'information;

/...

i) L'adhésion aux principes de liberté, de justice, de démocratie, de tolérance, de solidarité, de coopération, du pluralisme, de la diversité culturelle, du dialogue et de la compréhension à tous les niveaux de la société et entre les nations;

et encouragés par un environnement national et international favorisant la paix.

Article 2

L'épanouissement d'une culture de la paix repose sur la transformation des valeurs, des attitudes, des comportements et des modes de vie de nature à favoriser la paix entre les individus, les groupes et les nations.

Article 3

L'épanouissement d'une culture de la paix est lié de façon intrinsèque à:

a) La promotion du règlement pacifique des conflits, du respect et de l'entente mutuels et de la coopération internationale;

b) Le respect des obligations internationales en vertu de la Charte des Nations Unies et du droit international;

c) La promotion de la démocratie, du développement et du respect universel de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales;

d) La formation, à tous les niveaux de responsabilité, de personnes qui sachent favoriser le dialogue, la médiation, la recherche du consensus et le règlement pacifique des différends;

e) Le renforcement des institutions démocratiques et la possibilité de participer pleinement au processus de développement;

f) L'élimination de la pauvreté et de l'analphabétisme et la réduction des inégalités au sein des nations et entre celles-ci;

g) La promotion d'un développement économique et social durable;

h) L'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes grâce à leur autonomisation et une représentation équitable à tous les niveaux de la prise de décisions;

i) Le respect, la promotion et la protection des droits de l'enfant;

j) La promotion de la libre circulation de l'information à tous les niveaux et de l'accès à l'information;

k) Une gestion des affaires publiques plus transparente et une responsabilité accrue en la matière;

/...

A/RES/53/243

Page 4

l) L'élimination de toutes les formes de racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;

m) La promotion de la compréhension, de la tolérance et de la solidarité entre toutes les civilisations, tous les peuples et toutes les cultures, y compris à l'égard des minorités ethniques, religieuses et linguistiques;

n) Le plein exercice du droit de tous les peuples à l'autodétermination, notamment des peuples colonisés ou soumis à d'autres formes de domination ou d'occupation étrangère, consacré par la Charte des Nations Unies et énoncé dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme² ainsi que dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960.

Article 4

L'éducation à tous les niveaux est l'un des principaux moyens d'édifier une culture de la paix. Dans ce contexte, l'éducation dans le domaine des droits de l'homme revêt une importance particulière.

Article 5

Les gouvernements jouent un rôle essentiel pour ce qui est de la promotion et du renforcement d'une culture de la paix.

Article 6

La société civile doit s'employer résolument à promouvoir une culture de la paix.

Article 7

Les médias, par le rôle qu'ils jouent dans l'éducation et dans l'information, contribuent à promouvoir une culture de la paix.

Article 8

Les parents, les enseignants, les hommes politiques, les journalistes, les organismes et groupes religieux, les intellectuels, les personnes qui exercent une activité scientifique, philosophique, créatrice et artistique, les agents de services de santé ou d'organismes humanitaires, les assistants sociaux, les personnes qui ont des responsabilités à divers niveaux ainsi que les organisations non gouvernementales ont un rôle primordial à jouer pour ce qui est de la promotion d'une culture de la paix.

² Résolution 2200 A (XXI), annexe.

/...

Article 9

L'Organisation des Nations Unies doit continuer à jouer un rôle décisif pour ce qui est de la promotion et du renforcement d'une culture de la paix dans le monde entier.

*107^e séance plénière
13 septembre 1999*

B

PROGRAMME D'ACTION SUR UNE CULTURE DE LA PAIX

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit la Déclaration sur une culture de la paix adoptée le 13 septembre 1999,

Rappelant sa résolution 52/15 du 20 novembre 1997 proclamant l'année 2000 «Année internationale de la culture de la paix» et sa résolution 53/25 du 10 novembre 1998 proclamant la période 2001-2010 «Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde»,

Adopte le Programme d'action sur une culture de la paix ci-dessous:

A. Buts, stratégies et principaux acteurs

1. Le Programme d'action doit servir de base à l'Année internationale de la culture de la paix et à la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.
2. Les États Membres sont encouragés à prendre des mesures pour promouvoir une culture de la paix au niveau national et aux niveaux régional et international.
3. La société civile doit participer aux niveaux local, régional et national pour élargir la portée des activités au sujet d'une culture de la paix.
4. Le système des Nations Unies doit renforcer ses efforts en cours pour promouvoir une culture de la paix.
5. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture doit continuer à jouer un rôle important dans la promotion d'une culture de la paix et à apporter des contributions majeures à cette entreprise.
6. Les partenariats entre les différents acteurs visés par la Déclaration doivent être encouragés et renforcés pour un mouvement mondial en faveur d'une culture de la paix.
7. Une culture de la paix pourrait être favorisée par un partage de l'information entre les acteurs au sujet de leurs initiatives à cet égard.

/...

A/RES/53/243

Page 6

8. L'application efficace du Programme d'action nécessite la mobilisation de ressources, y compris des ressources financières, par les gouvernements, les organisations et les individus intéressés.

B. Renforcer les activités de tous les acteurs aux niveaux national, régional et international

9. Mesures pour renforcer une culture de la paix par l'éducation:

a) Relancer les efforts nationaux et la coopération internationale pour promouvoir les buts de l'éducation pour tous afin de réaliser le développement humain, social et économique et pour promouvoir une culture de la paix;

b) Faire en sorte que les enfants reçoivent, dès leur jeune âge, une éducation au sujet des valeurs, des attitudes, des comportements et des modes de vie qui doivent leur permettre de régler tout différend de manière pacifique et dans un esprit de respect de la dignité humaine et de tolérance et de non-discrimination;

c) Faire participer les enfants à des activités qui leur inculqueront les valeurs et les buts d'une culture de la paix;

d) Assurer l'égalité d'accès à l'éducation pour les femmes, spécialement les jeunes filles;

e) Encourager la révision des programmes d'enseignement, y compris les manuels, dans l'esprit de la Déclaration et du Cadre d'action intégré concernant l'éducation pour la paix, les droits de l'homme et la démocratie³ de 1995, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture devant fournir, sur demande, une coopération technique à cet effet;

f) Encourager et renforcer les efforts faits par les acteurs visés par la Déclaration, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, afin de développer des valeurs et des savoir-faire favorisant une culture de la paix, y compris l'éducation et la formation à la promotion du dialogue et à la recherche du consensus;

g) Renforcer les efforts que mènent déjà les organismes compétents des Nations Unies en matière de formation et d'éducation, selon les besoins, dans les domaines de la prévention des conflits et de la gestion des crises, du règlement pacifique des différends et de la consolidation de la paix après les conflits;

h) Élargir les initiatives en faveur d'une culture de la paix entreprises par les établissements d'enseignement supérieur dans diverses régions du monde, y compris par l'Université des Nations Unies, l'Université pour la paix et le projet de jumelage d'universités et du programme de chaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

³ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Actes de la Conférence générale, vingt-huitième session, Paris, 25 octobre-16 novembre 1995*, vol. 1: *Résolutions*, résolution 5.4, annexes.

/...

10. Mesures pour promouvoir le développement économique et social durable:

a) Prendre des mesures de portée générale, fondées sur des stratégies appropriées et répondant à des objectifs convenus, pour éliminer la pauvreté par une action nationale et internationale, y compris la coopération internationale;

b) Renforcer les capacités nationales d'exécution des politiques et des programmes conçus pour réduire les inégalités économiques et sociales au sein des nations, notamment par la coopération internationale;

c) Encourager des solutions efficaces, équitables, durables et tournées vers le développement pour régler les problèmes de l'endettement extérieur et du service de la dette des pays en développement, notamment par l'allègement de la dette;

d) Renforcer les mesures à tous les niveaux pour appliquer des stratégies nationales pour la sécurité alimentaire durable, y compris la prise de dispositions pour mobiliser des ressources de toutes origines, par exemple les ressources provenant de l'allègement de la dette, et pour en optimiser l'affectation et l'utilisation, notamment par la coopération internationale;

e) Encourager les efforts pour veiller à ce que le processus de développement soit participatif et que les projets de développement comportent la pleine participation de tous;

f) Intégrer une perspective sexospécifique et l'autonomisation des femmes et des filles dans le processus de développement;

g) Inclure dans les stratégies de développement des mesures spéciales pour répondre aux besoins des femmes et des enfants ainsi que des groupes ayant des besoins particuliers;

h) Renforcer, au moyen de l'aide au développement après les conflits, les processus de rééducation, de réinsertion et de réconciliation de tous ceux qui ont participé au conflit;

i) Inclure dans les stratégies et les projets de développement des mesures de création de capacités pour assurer la durabilité environnementale, notamment la conservation et la régénération de la base de ressources naturelles;

j) Éliminer les obstacles à l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, notamment des peuples colonisés ou soumis à d'autres formes de domination ou d'occupation étrangère, qui nuisent à leur développement social et économique.

11. Mesures pour promouvoir le respect de tous les droits de l'homme:

a) Appliquer pleinement la Déclaration et le Programme d'action de Vienne⁴;

⁴ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

A/RES/53/243

Page 8

b) Encourager l'établissement de plans d'action nationaux pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme;

c) Renforcer les institutions et les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, notamment à travers les institutions nationales de protection des droits de l'homme;

d) Réaliser et appliquer le droit au développement tel que l'établissent la Déclaration sur le droit au développement⁵ et la Déclaration et le Programme d'action de Vienne;

e) Réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004⁶;

f) Diffuser et promouvoir la Déclaration universelle des droits de l'homme à tous les niveaux;

g) Renforcer l'appui en faveur des activités du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme dans l'exercice de son mandat défini par la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, et des responsabilités établies par les résolutions et décisions ultérieures.

12. Mesures pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes:

a) Intégrer une perspective sexospécifique dans l'application de tous les instruments internationaux pertinents;

b) Renforcer l'application des instruments internationaux qui visent à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes;

c) Appliquer le Programme d'action de Beijing adopté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁷ en mobilisant les ressources et la volonté politique nécessaires, notamment au moyen de la définition, de l'application et du suivi de plans d'action nationaux;

d) Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la prise de décisions économiques, sociales et politiques;

e) Continuer à renforcer l'action des organismes compétents des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence contre les femmes;

f) Fournir un appui et une aide aux femmes qui sont victimes de toutes les formes de violence, y compris au sein de la famille, sur le lieu de travail et pendant les conflits armés.

⁵ Résolution 41/128, annexe.

⁶ Voir A/49/261-E/1994/110/Add.1, annexe.

⁷ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

/...

13. Mesures pour favoriser la participation démocratique:

- a) Renforcer l'ensemble des mesures destinées à promouvoir les principes et les pratiques démocratiques;
- b) Accorder une importance particulière aux principes et aux pratiques démocratiques à tous les niveaux de l'éducation formelle et informelle;
- c) Créer des institutions et des processus nationaux, et renforcer ceux qui existent, afin de promouvoir et de soutenir la démocratie, notamment par des activités de formation de responsables publics et de création de capacités dans ce secteur;
- d) Renforcer la participation démocratique, notamment en procurant une assistance électorale à la demande des États concernés sur la base des directives pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;
- e) Lutter contre le terrorisme, la criminalité organisée, la corruption et la production, le trafic et la consommation de drogues illicites et le blanchiment de l'argent, qui minent les démocraties et empêchent le plein épanouissement d'une culture de la paix.

14. Mesures pour faire progresser la compréhension, la tolérance et la solidarité:

- a) Appliquer la Déclaration de principes sur la tolérance et du Plan d'action destiné à donner suite à l'Année des Nations Unies pour la tolérance⁸ (1995);
- b) Soutenir les activités entreprises dans le cadre de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations (2001);
- c) Approfondir l'étude des pratiques et traditions locales et autochtones de règlement des différends et de promotion de la tolérance pour en tirer des enseignements;
- d) Soutenir les mesures qui favorisent la compréhension, la tolérance et la solidarité dans toute la société, en particulier à l'égard des groupes vulnérables;
- e) Continuer à soutenir la réalisation des objectifs de la Décennie internationale des populations autochtones;
- f) Soutenir les mesures qui favorisent la tolérance et la solidarité avec les réfugiés et les déplacés, compte tenu de l'objectif de faciliter leur retour volontaire et leur intégration sociale;
- g) Soutenir les mesures qui favorisent la tolérance et la solidarité avec les migrants;
- h) Promouvoir une plus grande compréhension, tolérance et coopération entre tous les peuples, notamment par l'utilisation des nouvelles technologies et la diffusion de l'information;

⁸ A/51/201, appendice I.

A/RES/53/243

Page 10

i) Soutenir les mesures qui favorisent la compréhension, la tolérance, la solidarité et la coopération entre les peuples et au sein des nations et entre celles-ci.

15. Mesures pour soutenir la communication participative et la libre circulation de l'information et des connaissances:

a) Soutenir le rôle important des médias dans la promotion d'une culture de la paix;

b) Garantir la liberté de la presse et la liberté de l'information et de la communication;

c) Utiliser efficacement les médias pour les activités de promotion et de diffusion de l'information sur une culture de la paix, avec la participation, comme il convient, de l'Organisation des Nations Unies et des mécanismes régionaux, nationaux et locaux pertinents;

d) Promouvoir une communication de masse qui permette aux communautés d'exprimer leurs besoins et de participer à la prise de décisions;

e) Prendre des mesures concernant le problème de la violence dans les médias, y compris les nouvelles technologies de communication, et notamment l'Internet;

f) Renforcer les actions menées pour promouvoir le partage de l'information sur les nouvelles technologies de communication, y compris l'Internet.

16. Mesures pour promouvoir la paix et la sécurité internationales:

a) Promouvoir le désarmement général et complet soumis à un contrôle international strict et effectif, en tenant compte des priorités établies par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement;

b) S'inspirer, selon qu'il convient, des enseignements qui vont dans le sens d'une culture de la paix tirés des activités de «reconversion militaire» réalisées dans certains pays;

c) Souligner l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer en faveur d'une paix juste et durable dans toutes les régions du monde;

d) Encourager les mesures de confiance et les efforts pour la négociation de règlements pacifiques des différends;

e) Prendre des mesures pour éliminer la production et le trafic illicites des armes légères;

f) Soutenir les initiatives, aux niveaux national, régional et international, visant à remédier aux problèmes qui surgissent après les conflits, comme la démobilisation, la réinsertion des anciens combattants dans la société, les problèmes des réfugiés et des déplacés, les programmes de rassemblement des armes, l'échange d'informations et le renforcement de la confiance;

g) Décourager l'adoption de mesures unilatérales et s'abstenir de prendre de telles mesures, contraires au droit international et à la Charte des Nations Unies, qui nuisent à la pleine réalisation du

/...

développement économique et social de la population des pays touchés, en particulier les femmes et les enfants, portent atteinte à leur bien-être, créent des obstacles à la pleine réalisation des droits de l'homme, y compris le droit de toute personne à un niveau de vie permettant d'assurer sa santé et son bien-être, ainsi que le droit à l'alimentation, aux soins médicaux et aux services sociaux nécessaires, tout en réaffirmant que l'alimentation et la santé ne doivent pas être utilisées comme moyens de pression politique;

h) S'abstenir de toute forme de coercition militaire, politique, économique ou autre, contraire au droit international et à la Charte et dirigée contre l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale d'un État;

i) Recommander que soit dûment prise en considération la question de l'impact humanitaire des sanctions, en particulier sur les femmes et les enfants, afin d'en limiter les conséquences humanitaires;

j) Promouvoir une plus grande participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits et, en particulier, aux activités qui favorisent une culture de la paix après les conflits;

k) Promouvoir, dans les situations de conflit, des initiatives comme les jours de tranquillité pour procéder aux campagnes de vaccination et de distribution de médicaments, les corridors de la paix pour assurer l'acheminement des fournitures humanitaires et les sanctuaires de paix pour respecter le rôle central des établissements sanitaires et médicaux comme les hôpitaux et les dispensaires;

l) Encourager la formation aux techniques de compréhension, de prévention et de règlement des conflits à l'intention du personnel de l'Organisation des Nations Unies, des organisations régionales compétentes ainsi que des États Membres, sur leur demande, selon qu'il convient.

*107^e séance plénière
13 septembre 1999*

Annexe III: Résolution A/RES/59/143 adoptée par l'Assemblée Générale le 25 février 2005

Sur la Décennie Internationale de la promotion d'une Culture de la Non-Violence et de la Paix au profit des
Enfants du Monde, 2001-2010

Nations Unies

A/RES/59/143



Assemblée générale

Distr. générale
25 février 2005

Cinquante-neuvième session
Point 35 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale

[sans renvoi à une grande commission (A/59/L.21 et Add.1)]

59/143. Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, 2001-2010

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit la Charte des Nations Unies, notamment les buts et les principes qui y sont énoncés, en particulier la volonté affirmée de préserver les générations futures du fléau de la guerre,

Rappelant l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui déclare que « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix »,

Rappelant également ses résolutions relatives à une culture de la paix, en particulier sa résolution 52/15 du 20 novembre 1997, par laquelle elle a proclamé l'année 2000 Année internationale de la culture de la paix, sa résolution 53/25 du 10 novembre 1998, par laquelle elle a proclamé la période 2001-2010 Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, et ses résolutions 56/5 du 5 novembre 2001, 57/6 du 4 novembre 2002 et 58/11 du 10 novembre 2003,

Réaffirmant la Déclaration¹ et le Programme d'action² en faveur d'une culture de paix, dont elle considère qu'ils doivent notamment servir de base à la célébration de la Décennie, et convaincue que la célébration effective et concluante de celle-ci partout dans le monde contribuera à promouvoir une culture de non-violence et de paix pour le bien de l'humanité, en particulier celui des générations à venir,

Rappelant la Déclaration du Millénaire³ qui appelle à promouvoir activement une culture de paix,

¹ Résolution 53/243 A.

² Résolution 53/243 B.

³ Voir résolution 55/2.

A/RES/59/143

Prenant note de la résolution 2000/66 de la Commission des droits de l'homme, en date du 26 avril 2000, intitulée « Vers une culture de la paix »⁴,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde⁵, notamment son paragraphe 28 dans lequel il est indiqué que chacune des années de la Décennie sera placée sous le signe d'un thème prioritaire différent se rapportant au Programme d'action,

Relevant l'intérêt que présentent pour la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, 2001-2010, le Sommet mondial pour le développement durable, tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre 2002, la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) du 18 au 22 mars 2002, la session extraordinaire qu'elle a consacrée aux enfants, tenue à New York du 8 au 10 mai 2002, la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 31 août au 7 septembre 2001, et la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, ainsi que la nécessité d'appliquer, selon que de besoin, les décisions pertinentes adoptées lors des rencontres susmentionnées,

Constatant que les efforts déployés par le système des Nations Unies et la communauté internationale en général en faveur du maintien et de la consolidation de la paix, de la prévention des conflits, du désarmement, du développement durable, de la promotion de la dignité humaine et des droits de l'homme, de la démocratie, de l'état de droit, de la bonne gouvernance et de l'égalité des sexes aux niveaux national et international contribuent résolument à l'instauration d'une culture de paix,

Notant que sa résolution 57/337 du 3 juillet 2003 sur la prévention des conflits armés devrait contribuer à promouvoir plus avant une culture de paix,

Tenant compte du « Manifeste 2000 » dont l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a pris l'initiative en vue de promouvoir une culture de paix et auquel plus de 75 millions de signataires du monde entier se sont associés à ce jour,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'application de la résolution 58/11⁶,

1. *Réaffirme* que l'objectif de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, 2001-2010, est de donner un nouvel élan au mouvement mondial en faveur d'une culture de paix après la célébration, en 2000, de l'Année internationale de la culture de la paix ;

2. *Invite* les États Membres à continuer de mettre davantage l'accent sur les activités visant à promouvoir une culture de paix et de non-violence et à en élargir la portée aux échelons national, régional et international, en particulier pendant la

⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2000, Supplément n° 3* et rectificatif (E/2000/23 et Corr.1), chap. II, sect. A.

⁵ A/56/349.

⁶ Voir A/59/223.

Décennie, et à faire en sorte que la paix et la non-violence soient encouragées à tous les niveaux ;

3. *Félicite* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'avoir compris que la promotion d'une culture de paix était l'expression de sa mission fondamentale, et l'encourage, en tant qu'organisation chef de file pour la Décennie, à intensifier encore les activités qu'elle a entreprises pour promouvoir une culture de paix, notamment la diffusion dans le monde entier, en plusieurs langues, de la Déclaration¹ et du Programme d'action² en faveur d'une culture de paix, ainsi que de la documentation connexe ;

4. *Félicite* les organes compétents des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et l'Université pour la paix, des activités qu'ils entreprennent pour promouvoir plus avant une culture de non-violence et de paix, notamment celles qui visent à promouvoir l'éducation pour la paix et celles qui se rapportent à des domaines particuliers retenus dans le Programme d'action en faveur d'une culture de paix, et les encourage à poursuivre et intensifier leurs efforts ;

5. *Encourage* les autorités compétentes à dispenser aux enfants, dans les écoles, une éducation qui fasse leur part à la compréhension mutuelle, à la tolérance, à la citoyenneté active, aux droits de l'homme et à la promotion d'une culture de paix ;

6. *Engage* la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, à poursuivre et intensifier les efforts qu'elle déploie pour servir les objectifs de la Décennie, notamment en adoptant son propre programme d'activités pour compléter les initiatives des États Membres, des organismes des Nations Unies et des autres organisations internationales et régionales ;

7. *Engage* les médias à participer à l'éducation en faveur d'une culture de non-violence et de paix, en particulier en ce qui concerne les enfants et les jeunes, notamment au moyen de l'élargissement prévu du Réseau d'information pour une culture de paix qui deviendrait un réseau mondial de sites Internet multilingues ;

8. *Sait gré* à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de s'efforcer à maintenir le dispositif de communication et d'information mis en place pendant l'Année internationale pour offrir une actualisation instantanée des faits nouveaux relatifs à la célébration de la Décennie ;

9. *Invite* les États Membres à célébrer chaque année, le 21 septembre, la Journée internationale de la paix comme une journée mondiale de cessez-le-feu et de non-violence, conformément à sa résolution 55/282 du 7 septembre 2001 ;

10. *Invite* les États Membres ainsi que la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, à communiquer au Secrétaire général des renseignements sur les manifestations organisées pour célébrer la Décennie et sur les activités entreprises pour promouvoir une culture de non-violence et de paix ;

11. *Souligne* l'importance des séances plénières sur la question qui sont prévues à sa soixantième session⁷ et auxquelles elle encourage la participation à un niveau élevé, et décide d'examiner à un moment opportun la possibilité d'organiser ces séances à une échéance la plus rapprochée possible du débat général ;

⁷ Voir résolution 55/47, par. 13.

A/RES/59/143

12. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixantième session un rapport sur l'application de la présente résolution ;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixantième session la question intitulée « Culture de paix ».

*72^e séance plénière
15 décembre 2004*



www.fund-culturadepaz.org